

EUROPE Religions et convictions non religieuses dans l'éducation interculturelle, 2
Le Conseil de l'Europe sur la dimension religieuse du dialogue interculturel, 3
CoGREE : We believe that objective RE will be for all children in Europe, 4
Un programme-cadre normalisera le cours de religion dans les Ecoles Européennes, 4
Cristiani e Musulmani in dialogo intorno a Scuola e Religione, 5
La prospettiva di genere entra nella Pedagogia della religione, 5
An European resource centre for intercultural democratic citizenship, 6

Speciale: Riviste europee di Pedagogia della religione e di Educazione religiosa, 7-9

AUSTRIA L'università organizza corsi di formazione "Imams in Europe", 9
BELGIQUE L'enseignement des « faits religieux » en Communauté francophone, 10
GERMANY ProReli vs ProEthik: ragioni e opinioni sull'esito referendario, 10
La Germania discute sul velo islamico nelle scuole, 13
ESPAÑA Opción por la Enseñanza de la religión católica en el curso 2008-09, 13
FRANCE Le débat sur l'école le mercredi matin resurgit, 14
Les entreprises en quête de formation sur les religions, 15
G.BRITAIN New research targets Catholic schools, 15
"Good religious education can not be free of values", 16
ITALIA L'insegnamento della religione cattolica: il quadro giuridico, 17
Una valutazione del nuovo stato giuridico dell'insegnante di RC, 18
L'Irc nell'anno 2008-09: il quadro statistico, 18
Si all'insegnamento islamico nelle scuole, ma a precise condizioni, 19
PORTUGAL Igreja e Governo chegam a entendimento acerca da EMRC, 19
SVIZZERA Giovani a scuola di dialogo interreligioso, 21

AUSTRALIA Christian Religious Education for schools: about the Curriculum for 2009, 21
Il metodo Montessori nelle scuole cattoliche di Sydney, 22
BRASILE FONAPER: Razões para não aprovação do art.11 do Acordo Brasil-Santa Sé, 22
COLOMBIA La enseñanza religiosa en el sistema escolar: un ensayo histórico, 23
ISRAEL-PAL Bethlehem University: the experience of Christian-Muslim co-existence, 23
MACEDONIA La Corte costituzionale dichiara illegittimo l'IR nella scuola primaria pubblica, 24
QUEBEC Le cours ECR comme contribution à l'éducation à la citoyenneté, 24
USA Negli USA il dialogo fra cristiani e musulmani parte dalla scuola, 24
VATICANO Una Lettera circolare per ...fare quadrato sull'insegnamento religioso, 25

BREVI Bergamo – Bruxelles – London – Mostar - Palermo – Paris - Roma - San Pietroburgo, 25

OPINIONI Cesare Bissoli – Isabella Bossi Fedrigotti – Marco Guzzi – Wolfgang Huber – Walter Kasper – Domenico Maselli – Movimiento Cristianos en el PSOE – Giorgio Napolitano – Barak Obama – M. Adelaide Raschini – Paolo Ricca – Segretario di Stato inglese, 28

BIBLIOTECA *Dimension des religions et des convictions non religieuses dans l'éducation interculturelle*
Teenagers Perspectives on the Role of Religion in their Lives, Schools and Societies
Education for Religion and Democracy of intercultural Dialogue – Apprendere la religione

EVENTI Montevideo - Augsburg – Dijon – Messina – Paris – Roma, 32

EUROPE Religions et convictions non religieuses dans l'éducation interculturelle

EU142 - Strasbourg 10 décembre 2009 – mai 2009. Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation [CM/Rec(2008)12] concernant la **Dimension des religions et des convictions non religieuses dans l'éducation interculturelle**. Fruit d'un long travail de concertations mené par le Comité directeur de l'éducation (CDED), à la suite de plusieurs Déclarations, Recommandations et Propositions issues ces dernières années de maintes réunions du Conseil de l'Europe et des organismes associés, et au lendemain de la publication du Livre blanc sur le dialogue interculturel « Vivre ensemble dans l'égalité », mai 2008 – cf. EREnews 2008/3), cette Recommandation s'impose d'abord par le courage de ses consignes et par la clarté des motivations qui sous-tendent les principes conducteurs de la réflexion. Les Editions du Conseil de l'Europe viennent de publier, mai 2008, la brochure en anglais et en français, incluant le texte de la Recommandation ainsi que l'exposé des motifs, pour un total de 28 pages. La lecture intégrale du document est évidemment conseillée à tous ceux qui portent des responsabilités éducatives dans le monde scolaire et universitaire en Europe. Nous reproduisons, à titre d'exemple, le paragraphe n.4 et les motifs d'appui (pp. 10, et 20-22 de la brochure). Cf également <http://wcd.coe.int/>.

[...]

Principes en vue de la prise en compte de la dimension des religions et des convictions non religieuses dans le cadre de l'éducation interculturelle

4. Les principes suivants devraient constituer l'assise et définir la perspective dans laquelle les religions et les convictions non religieuses doivent être prises en compte dans le cadre d'une éducation interculturelle :

- le principe de la liberté de conscience et de pensée comprend la liberté d'avoir une religion ou de ne pas en avoir, et la liberté de pratiquer sa religion, de l'abandonner ou d'en changer si on le souhaite;
- l'accord sur le fait que les religions et les convictions non religieuses sont au moins des « faits culturels » qui contribuent avec d'autres éléments, comme la langue et les traditions historiques et culturelles, à la vie sociale et individuelle;
- l'information et les connaissances sur les religions et les convictions non religieuses qui influencent le comportement des individus dans la vie publique doivent être enseignées en vue de développer la tolérance ainsi que la compréhension et la confiance mutuelles;
- les religions et les convictions non religieuses se développent sur la base d'apprentissages et d'expériences individuels, et ne sont pas entièrement prédéfinies par la famille ou la communauté d'appartenance;
- une approche interdisciplinaire dans l'enseignement des valeurs religieuses, morales et civiques devrait être encouragée afin de développer la sensibilité aux droits de l'homme (y compris à l'égalité entre les sexes), à la paix, à la citoyenneté démocratique, au dialogue et à la solidarité;
- le dialogue interculturel - avec sa dimension relative aux religions et aux convictions non religieuses - est une condition préalable indispensable au développement de la tolérance et d'une culture du « vivre ensemble », ainsi qu'à la reconnaissance de nos identités différentes sur la base des droits de l'homme;
- la manière d'introduire concrètement la dimension religieuse et les convictions non religieuses au sein de l'éducation interculturelle devrait prendre en compte l'âge et la maturité des élèves auxquels elle est destinée, ainsi que les bonnes pratiques qui existent déjà dans les divers Etats membres.

[...] Exposé des motifs concernant les principes

16. La dimension religieuse du vécu humain entre inévitablement en ligne de compte dans l'éducation interculturelle, car elle fait partie de la culture et de l'identité d'un grand nombre d'individus. Il va de soi que les valeurs qui fondent cette identité s'appuient sur la morale et que les préférences morales peuvent aussi dériver de convictions non religieuses telles que les convictions philosophiques, humanistes et agnostiques. C'est pourquoi l'expression « dimension religieuse » ne sert pas à définir un type d'« éducation religieuse ». En attachant de l'importance à la dimension des religions et des convictions non religieuses de l'éducation interculturelle, on cherche essentiellement à favoriser une connaissance et un respect réciproques, ainsi qu'un apprentissage à vivre ensemble, afin de promouvoir la cohésion sociale et la participation civique.

Commentaires sur quelques concepts clés

17. Il importe de s'entendre sur un principe essentiel: la religion est, au minimum, un phénomène culturel. Pour beaucoup, elle est bien plus que cela - un mode de vie, une incarnation de la vérité révélée, ou encore un lien à des convictions éthiques importantes. Cette définition permet de dégager ce qu'est la nature même de la religion, permettant ainsi au Conseil de l'Europe d'aller plus loin dans la réflexion concernant l'incidence que la religion a sur l'éducation interculturelle et de s'interroger, par voie de conséquence, sur la manière dont la religion peut contribuer à une éducation interculturelle positive qui, sans elle, serait inenvisageable. Rappelons cependant que d'aucuns parlent aujourd'hui de l'Europe comme d'une société non pas post-chrétienne, mais *post-laïque*. Les raisons en sont complexes et discutables, mais nul ne peut douter que la religion soit un

phénomène (ou un ensemble de phénomènes) culturel(s) encore prégnant pour les sociétés européennes. Dans cette optique, il est alors possible d'élargir le religieux à des convictions ou des points de vue, humanistes, particulièrement en Europe où nombreux sont ceux (adultes ou enfants) qui, sans se reconnaître pour autant dans des croyances ou valeurs religieuses et théistes traditionnelles, n'en adhèrent pas moins à des croyances et valeurs qui leur sont propres.

18. Donner aux convictions morales, philosophiques et religieuses un rôle dépassant le cadre de la vie privée n'est pas sans poser débat pour certains; en revanche, nier que le religieux dépasse la dimension individuelle limite fortement les possibilités d'explorer et d'utiliser la dimension religieuse de l'enseignement et du dialogue interculturels. En effet, les convictions individuelles influent sans conteste sur la participation à la vie publique et les croyances personnelles orientent bel et bien les motivations des citoyens et les politiques, de même que l'appartenance à un mouvement religieux a une incidence sur les courants sociaux, les institutions et la vie civique. Les valeurs religieuses et morales ressortissent à un domaine extrêmement sensible, qui est notre façon de concevoir le monde. Ces valeurs ne peuvent se réduire ni à une simple perspective dogmatique, ni à une simple transmission de connaissances. Elles doivent mûrir progressivement, les élèves se les appropriant individuellement, pour toute leur vie. En d'autres termes, se forger des valeurs morales et religieuses doit être l'aboutissement d'un véritable cheminement individuel. De même, le développement de convictions morales et religieuses doit être cohérent avec les valeurs démocratiques que sont le respect des droits de l'homme, le pluralisme et la prééminence du droit.

19. En Europe, dans leur majorité, les écoles pratiquent la diversité religieuse. Au-delà d'un symbolisme religieux visible (pourtant souvent le plus frappant et le plus évident), cela se traduit par exemple par la diversité des avis ardemment défendus par des groupes religieux et non religieux - concernant l'autorité, le devoir, la moralité et le destin. L'éducation interculturelle doit nourrir, chez les enfants et les jeunes, la prise de conscience non seulement des signes visibles de la diversité, mais aussi des diverses conceptions du monde, car il s'agit là de notions pédagogiques fondatrices. Cet enseignement s'inscrit dans la ligne des droits de l'homme, de la démocratie et de la prééminence du droit - valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe.

Mise en œuvre: quelques suggestions

20. Tout Etat démocratique, même dans des sociétés fortement laïcisées, est obligé de prendre position vis-à-vis de la diversité religieuse, il lui faut gérer ses relations avec les communautés religieuses dominantes, qui, depuis des siècles, modèlent la vie sociale, morale et même politique; il doit ensuite s'intéresser aux groupes minoritaires soucieux de préserver leurs traditions et, enfin, faire face également à la diversité et aux nombreuses demandes - collectives ou individuelles - relatives à l'expression publique de la liberté de conscience et de culte. De même, un Etat démocratique se doit de respecter l'intérêt pédagogique supérieur des enfants ; à ce titre, le droit à être parfaitement préparés à vivre en citoyens dans une société démocratique et pluraliste est l'une des pierres angulaires de l'éducation. Les citoyens doivent «vivre ensemble», quelles que soient leurs divergences morales et religieuses. L'éducation doit s'attacher à développer des capacités et des comportements qui, d'une certaine manière, sont nécessaires à l'exercice d'une citoyenneté sans entraves.

21. La religion étant considérée comme au moins un fait social et culturel, la prise en compte de la diversité religieuse dans l'éducation interculturelle n'est pas incompatible avec certaines formes de laïcité et la sécularisation partielle de plusieurs sociétés actuelles. Ainsi, dans le respect de leurs structures constitutionnelles, des situations nationales ou locales et de leur système éducatif, les décideurs et les professionnels de terrain peuvent adapter cette perspective de compréhension mutuelle et de dialogue entre les cultures au contexte particulier dans lequel ils exercent leurs rôles et responsabilités.

EUROPE / Le Conseil de l'Europe sur la dimension religieuse du dialogue interculturel

EU143 - Strasbourg, 29-30 juin 2009. Dans le cadre de l'action du Conseil de l'Europe dans le domaine du dialogue interculturel, le Comité des Ministres a organisé cette année, les 29 et 30 juin, la deuxième Rencontre du Conseil de l'Europe sur la dimension religieuse du dialogue interculturel. Comme l'an passé, la Rencontre a rassemblé les Etats membres et observateurs, des représentants des religions et des convictions non religieuses, ainsi que d'autres acteurs de la société civile, dans un dialogue ouvert et transparent autour du thème « **L'enseignement des faits religieux et relatifs aux convictions** - Outil de connaissance des faits religieux et relatifs aux convictions au sein de l'éducation. Contribution à l'éducation à la citoyenneté démocratique, aux droits de l'homme et au dialogue interculturel ».

La proximité de l'évènement ne nous permet pas de produire un aperçu global de ce qui s'est dit et décidé : nous le ferons dans notre prochain numéro de la newsletter.

EUROPE / CoGREE: We believe that objective RE will be for all children in Europe

EU144 - Klingenthal-Münster, 10 gennaio 2009. La pubblicazione del "Libro bianco sul dialogo interculturale" (maggio 2008) ha suscitato positive reazioni in vari ambienti della cultura e della politica europea. Anche il gruppo direttivo del CoGREE (Coordinating Group for Religious Education in Europe), con sede al Comenius-Institut dell'Università di Münster, ha presentato un progetto di Dichiarazione in vista di promuoverne una pertinente attuazione nei vari ambiti del vivere e dell'agire civile in Europa. Nell'orizzonte vasto delle istituzioni educative coinvolte, ci piace sottolineare quanto viene auspicato in particolare per l'educazione scolastica (nn 8-11). I primi firmatari della dichiarazione, **James Barnett e Peter Schreiner**, sono rispettivamente Rappresentante della Commissione intereuropea sui rapporti Chiesa e Scuola (ICCS) presso le Istituzioni europee, e Presidente della stessa Commissione nonché del Comenius-Institut. Cf. il testo integrale nel sito www.cogree.com/

[...]

8. We are therefore interested in the white paper's emphasis on an impartial and objective education about religion for all children in Europe. Nevertheless the meaning of religious and convictional facts is not entirely clear. Although Young people must know about what surrounds them, such as other days of festivity or other views on morals, this is also an area in which "religious educators" can contribute to interreligious as well as intercultural understanding and to the instigation of the thinking behind the white paper. Religious facts that are easily taught in the school curriculum are necessarily defined by their reception in the religious tradition. Though they are related to culture they are also frequently but not exclusively related to experience within the tradition to which they apply. The special nature of the spiritual experience claimed by religious believers is difficult to define within the competencies of a political organisation, although appropriate education can contribute to more open awareness. It may also contribute openness, to personal development and insight about the awareness of individuals and the groups to which they belong.

9. Religious educators in Europe have considerable experience of exploring knowledge and encouraging understanding of a range of beliefs in a manner free from sectarian indoctrination. Just as young people need to become literate and numerate, they also need to gain the skills and attitudes to enable them to become "religiate", in order to engage in intercultural dialogue.

10. We also believe that education about, from and through religion is necessary to enable young people to make informed conceptual and spiritual judgements. It is important to understand how, in European history, common elements of the history, practice and thought of the great religions can sustain different views. Good education also aims at helping students to take account of how religious extremism may relate to unjustifiable assumptions.

11. We believe that by resonating with democratic governance, citizenship and participation, these developments facilitate the learning and teaching of intercultural competencies. In providing a space for dialogue at all levels, from the local one to international relations, they exemplify the "joined up approach" that is so obviously necessary, while transcending what may be imposed by the procedures of dialogue. In committing ourselves to cooperation with the initiatives of the Council of Europe, we would like to see more work in this area. We therefore look forward to the continuing development of the Wergeland Centre and urge it to engage with religious education seriously and without reticence.

Munster, 07 January 2009 (redrafted by James Barnett & Peter Schreiner)

EUROPE / Un programme-cadre normalisera le cours de religion dans les EE

EU145 - Bruxelles 30 avril 2009. Un **cours de religion** est organisé dans chacune des 14 « **Ecoles Européennes** » [créées à partir de 1957 pour assurer la scolarisation des enfants des fonctionnaires travaillant dans les différentes institutions européennes réparties en 7 pays] dans les trois confessions chrétiennes ainsi que pour le judaïsme, pour l'islam et, dans une des écoles de Bruxelles, pour le bouddhisme. Un **cours de morale** obligatoire est donné à tous les enfants qui ne prennent part à aucun de ces cours de religion. Ce cours de morale a en effet été créé à la demande de certains Etats membres dans lesquels le cours de religion est une matière scolaire obligatoire. Cependant, dans les EE, il existe des disparités entre le cours de religion et les autres matières scolaires. En règle générale, ce cours est enseigné par ce que l'on appelle un « chargé de cours », c'est-à-dire par des **enseignants locaux**. Toutes les autres matières sont données par du personnel enseignant issu des Etats membres. Tout ceci ne

costituerebbe pas un problème si le cours de religion ne devait pas être organisé en fonction de la confession. Dans certains cas, les groupes constitués étaient donc extrêmement petits; des groupes pour lesquels il pouvait être difficile de trouver sur place un enseignant suffisamment bien formé et qui ne donnerait qu'une ou quelques heures de cours. Il y avait dès lors un risque que le cours ne puisse plus être organisé, surtout pour les groupes linguistiques les moins peuplés ou les plus petites communautés religieuses. Et de cette problématique est née une autre difficulté. En effet, des enseignants qui n'étaient pas suffisamment formés du point de vue pédagogique donnaient parfois le cours; une situation considérée comme intolérable par les écoles et les représentants des communautés religieuses. Et enfin, les communautés religieuses se battaient encore contre le fait que, contrairement aux autres matières, aucun programme de cours approuvé par le Conseil Supérieur n'avait été défini. A cela s'ajoutait un autre problème pour l'Eglise catholique, puisque c'est l'évêque diocésain local qui est responsable du programme, alors que le projet des EE est par définition «européen».

(...) Ces dernières années, le Conseil Supérieur avait créé un groupe de travail dans le but de **réorganiser le cours de religion**. Après plusieurs essais insatisfaisants, tant pour les communautés religieuses que pour les représentants de certains Etats membres (comme par exemple remplacer le cours de religion par un «**cours de connaissance des religions**»), le groupe de travail a finalement présenté une proposition, acceptée par le Conseil Supérieur, qui prévoit tout d'abord un partage des responsabilités entre les écoles et les communautés religieuses. Ces dernières proposent les enseignants et ce sont les écoles qui les engagent ensuite. Les Ecoles, elles font des inspections lors des cours de religion et réalisent une évaluation de la méthode pédagogique des enseignants. De leur côté, les communautés religieuses évaluent le contenu du cours. Un **programme cadre** de cours, qui sera **obligatoire**, va être élaboré dans toutes les EE. D'une part, un groupe de travail va définir les critères de ce programme, d'autre part, les communautés religieuses vont établir le programme même. Les conditions sont donc réunies pour que le cours de religion devienne vraiment une matière «normale».

[Source: Michael Kuhn, *Europe Info*, n. 115, avril 2009, p. 5].

EUROPE / Cristiani e musulmani in dialogo intorno a Scuola e Religione

EU146 - Bordeaux, 27-28 aprile 2009. Ha avuto luogo in questa città il Primo incontro dei delegati delle Conferenze episcopali europee per il dialogo con i Musulmani. I partecipanti, coadiuvati da alcuni esperti, hanno passato in rassegna i maggiori "temi caldi" che cointeressano le due religioni in territorio europeo: i matrimoni misti, la costruzione di moschee, minareti e cimiteri, l'educazione e l'integrazione dei giovani musulmani nelle scuole e nei movimenti giovanili cristiani. Il tema dell'esercizio della libertà religiosa nello spazio pubblico e, nel suo contesto, quello l'insegnamento della religione è stato tra i più dibattuti. Anche perché tra i delegati c'era chi proveniva da paesi che consentono – talora, obbligano – la scuola a offrire una istruzione religiosa comune o comunque culturalmente qualificata a tutti i cittadini, senza far eccezione per i cittadini musulmani ovviamente, e chi proveniva da paesi (leggi Francia, Slovenia) dove la scuola pubblica non riesce nemmeno a dar spazio alla cultura delle tradizioni cristiane di casa. In diversi paesi europei poi, l'islam ha ancora difficoltà a presentarsi presso i governi locali con un rappresentante che funga da interlocutore unico e democraticamente scelto dalle varie correnti interne. Al colloquio ha partecipato anche il card. Jean-Louis Tauran, presidente del pontificio Consiglio per il dialogo interreligioso, il quale ha annunciato la pubblicazione imminente (estate-autunno 2009?) di un documento mirante a orientare i rapporti bilaterali tra cattolici e musulmani all'interno delle diverse istituzioni pubbliche: "Appena 30 anni fa, la presenza dei musulmani in Europa rientrava, per la Chiesa, nella categoria degli aiuti agli immigrati. Ora che i musulmani sono parte integrante della società europea, questa presenza ha bisogno di una riflessione e di una corresponsabilità diversa, che è allo stesso tempo sociale, caritativa, ma anche pastorale e propriamente culturale-educativa, specialmente in ambito scolastico". Nel concludere l'incontro il cardinale è tornato a sottolineare il problema dell'insegnamento della religione e la necessità di pensare come si possa e si debba garantire un minimo di formazione senza cadere nel confessionalismo (*Laurence Bovet, Bordeaux*).

EUROPA / La prospettiva di genere entra nella Pedagogia della religione

EU147 - Mainz, 27.2-1.3.2009. "Evoluzione della scuola e prospettive di genere" è stato il tema dell'annuale incontro delle Catechete e Pedagogiste della religione della Società europea di donne in ricerca teologica (ESWTR). Con Angela Kaupp (Univ. Freiburg) si è trattato di due modelli di gestione della qualità (*Qualitätsmanagement*) della scuola, attualmente in competizione fra loro. Il primo è il modello di gestione centralizzata, che è diventato di nuovo attuale dopo le misurazioni comparative internazionali degli esiti della formazione; si basa sugli standards formativi, che definiscono gli esiti attesi

dell'apprendimento. Il secondo è il modello dello sviluppo delle singole scuole che si gestiscono autonomamente e lavorano sulla propria qualità; portatori dello sviluppo sono gli operatori scolastici stessi, aiutati dai gruppi di gestione della qualità. Due modelli (identificati da Guy Kempfert e Hans-Günter Roff) che non sono necessariamente esclusivi, ma che si possono integrare. Nei gruppi di lavoro si è notato che un accentuato orientamento della scuola verso contenuti cognitivi rischia un riduzionismo pedagogico, dannoso non solo per l'insegnamento della religione ma anche per le altre discipline scolastiche. Andrea Lehner-Hartmann (Univ. Wien) ha parlato sul "corretto rapporto verso i sessi come tema guida dello sviluppo della scuola". La (dis)uguaglianza dei sessi si dimostra e si sviluppa attraverso strutture e modi di comunicare e di comportarsi, di organizzare l'insegnamento, attraverso i contenuti, la metodologia e la didattica, il curriculum nascosto, la divisione del lavoro, le strutture organizzative e del potere, le possibilità di riqualificazione per poter accedere ai ruoli guida... Uno stile educativo rispettoso del genere può manifestarsi in adeguati comportamenti empatici verso allievi ed allieve, in una competenza di decostruzione dei pregiudizi e degli stereotipi riguardo al genere e al sesso. Concretamente ciò vuol dire che nell'elaborazione di un tema bisogna tener conto dei mondi d'esperienza di vita differenti dei ragazzi e delle ragazze e che bisogna usare i diversi metodi di apprendimento.

Essere coscienti delle questioni del genere nel quadro dello sviluppo della scuola si ripercuote in un diverso rapporto degli insegnanti e delle insegnanti fra di loro, su un'analisi e riflessione critica dei contenuti da insegnare, si dimostra nell'uso di un linguaggio sensibile verso i generi, nella applicazione di una coeducazione riflessa, nel creare opportuni luoghi di omogeneità sessuale, tempi di riflessione, strumenti di valutazione del processo. Edda Stutzenberger ha presentato due esempi desunti dalla prassi scolastica, dove il rapporto corretto verso i sessi è una costante esplicita della politica scolastica e una prospettiva implicita presente a tutti i livelli. Sybille Becker (Frankfurt) ha presentato e valutato un progetto scolastico di insegnamento di religione realizzato in una settima classe (scuola media inferiore) in gruppi distinti per ragazzi e ragazze, con rispettivamente insegnanti uomini e insegnanti donne. L'ipotesi che si voleva verificare, e che di fatto si è in parte confermata, era che ragazzi e ragazze di tale età si sentano meglio, siano più concentrati nell'apprendimento e raggiungano risultati migliori quando sono in gruppi sessualmente omogenei. Siccome in alcuni casi non era chiaro l'influsso di due variabili - la grandezza del gruppo e l'omogeneità sessuale - il progetto sarà ripetuto un'altra volta. Ursula Kubera (Viernheim), da teologa femminista, ha parlato su come "gestire e sviluppare una scuola cattolica" da tale prospettiva, esponendo le sue esperienze e riflessioni da direttrice (da molti anni) di una scuola cattolica. Oltre alle conferenze e lavori di gruppo si è discusso anche su temi come "l'immagine nei processi di formazione ed educazione religiosa" e "l'impatto della sofferenza nella scuola, come i casi di malattia grave". Temi, questi, presentati sotto forma di progetti di ricerca scientifica, da Claudia Gärtner (Univ. Münster) e Silke Leonhard (Frankfurt). Al convegno hanno partecipato professoressa e ricercatrici in catechetica e Religionspädagogik da Germania, Austria, Svizzera e Croazia.

(Ana Thea Filipović: ana.filipovic1@zg.htnet.hr)

EUROPE / An European resource centre for intercultural democratic citizenship

EU148 - Oslo, Norway, 29 May 2009. The **European Wergeland Centre** was established by Norway in cooperation with the Council of Europe in 2008, opened in february 2009 and held its inauguration ceremony in Oslo 29 May 2009. The Wergeland Centre functions as an European resource centre on education for intercultural understanding, human rights and democratic citizenship. The Centre builds on and, will promote, the work performed by the Council of Europe and Norway within these areas. The main task of the Centre is to promote democratic culture and social belonging through its work with education. The Centre will carry out research and provide in-service training for teachers and teacher trainers. Furthermore, the Centre will disseminate information, serve as a platform and create a network for relevant actors within the field. The Centre has international staff, and the working language is English. The target groups of the Centre are teachers, teacher trainers, multipliers, scientists, practitioners, decision makers and other relevant actors.

The Wergeland Centre is established as an independent legal entity, according to Norwegian law. The Centre is for the first couple of years to be located at Oslo University College. Further on it is planned that the Centre will be located at the Center for Studies of Holocaust and Religious Minorities (HL-senteret). The cooperation agreement between the Government of Norway and the Council of Europe (CoE) was signed in Strasbourg 16 September 2008, by the Council of Europe Secretary General and Norwegian ambassador. (<http://www.regjeringen.no/en/dep/kd/campaign/the-european-wergeland-centre.html>)

EU149 **SPECIALE** a cura di Mariachiara Giorda (mariachiara.giorda@acmos.net)

RIVISTE EUROPEE DI PEDAGOGIA DELLA RELIGIONE E DI EDUCAZIONE RELIGIOSA

Journals and Reviews in Religious Studies, Religious and Moral Education, Practical Theology

Annale

Rassegna annuale di studi di Pedagogia Religiosa, a cura dell'Istituto di Catechistica dell'Università salesiana di Roma. Presenta in schede sintetiche il contenuto dei migliori articoli pubblicati nell'anno in diverse lingue da periodici specializzati di scienze religiose, teologia, pastorale e pedagogia. Recensisce anche i più importanti documenti editi dalle Chiese a livello nazionale e internazionale. Sede: piazza Ateneo salesiano 1, I-00139 Roma.

Bollettino ANIR

Quadrimestrale dell'Associazione Nazionale Insegnanti di Religione, dal 1982. Un gruppo di Idr che cercano di discutere e scambiarsi idee e pratiche di buon funzionamento dell'Irc. L'ANIR è un'associazione professionale in comunione con la Chiesa ma autonoma in senso conciliare, e quindi responsabile delle sue iniziative di fronte ai suoi associati e al giudizio della società. Sede: via Versari 7, I-47900 Rimini, Italia. <http://www.anir.it/anir/anir6.htm>

British Journal of Religious Education

BJRE has a pedigree stretching back to 1934 when it began life as Religion in Education. In 1961 the title was changed to Learning for Living, and the present title was adopted in 1978. It is the leading journal in Britain for the dissemination of research in religion and education and for the scholarly discussion of issues concerning religious education. C/o Doncaster, South Yorkshire, DN4 5HZ, UK.

<http://www.informaworld.com/smpp/title~db=all~content=t713616483>

Christenlehre – Religionsunterricht – Praxis

Trimestrale evangelico edito dal 1948, a cura del Pädagogisch-Theologisches Institut im Bildungswerk der Evangelischen Kirche Berlin-Brandenburg. Sede: Evangelische Verlagsanstalt GmbH, Postfach 10 14 54, D-04014 Leipzig, Deutschland.

Christlich-Pädagogische Blätter

Katechetischen Institut Wien. Trimestrale di Pedagogia e Didattica religiosa edito dall' Interdiözesanes Amt für Unterricht und Erziehung di Vienna e dall'Österreichische Schulamtsleiterkonferenz. Sede: Wollzeile 33, Postfach 248, A-1010 Wien.

Dialogue

Journal for AS and A level students. Two issues per year. PO Box 1098, Bircham, King's Lynn PE31 6XA.

info@dialogue.org.uk

ENBIRO

Enseignement Biblique et Interreligieux Romand est une maison d'édition privée à but non lucratif. Spécialisée dans l'enseignement de l'histoire et de la connaissance des religions, elle produit du matériel destiné aux cantons francophones de Vaud, de Fribourg, du Valais, du Jura et de Berne. Enbiro travaille à la refonte de l'ensemble de ses moyens pour la scolarité obligatoire. La collection *A la découverte des religions* vise « à rendre vivante la mémoire des racines judéo-chrétiennes; à permettre la rencontre avec les religions du monde; à préparer les jeunes à vivre la pluralité religieuse ». <http://www.enbiro.ch/>

Ethik und Unterricht

Rivista trimestrale destinata specialmente alla didattica delle materie alternative della scuola tedesca: Etica, Valori e Norme, Filosofia pratica, LER. Sede: Diesterweg Moritz Verlag, Wachtersbacher Str.89, D-60368 Frankfurt, Deutschland.

Forum Religion

Trimestrale "zur Praxis des Religionsunterrichtes", pubblicato dal Pädagogisch-Theologisches Institut Kassel. Sede: Postfach 81 05 80, D-70522 Stuttgart, Deutschland.

Insegnare religione

Rivista bimestrale per l'insegnante di religione cattolica nella scuola italiana. Presenta i contenuti della disciplina e propone materiali e strumenti per la formazione e la preparazione pedagogico-didattica; offre percorsi didattici e spunti per l'incontro con gli allievi in aula; fornisce utili indicazioni e risposte nell'ambito giuridico e organizzativo. http://www.elledici.org/periodici/homepage.php?LOAD_TYPE=INRE

International Journal of Education and Religion

Rivista pubblicata dal network ecumenico *Education & Ethos*, che intende operare approcci multidisciplinari e interreligiosi ai temi etici. Sede: Brill Academic Publishers, P.O.Box 2000/2300 Pa Leiden, Nederland.

Jahrbuch der Religionspädagogik

Pubblicazione annuale a cura di specialisti della RP tedesca (tra cui P.Biehl, Ch.Bizer, N.Mette, F. Schweitzer). Sede: Neukirchener Verlag des Erziehungsvereins GmbH, Neukirchen-Vluyn, Deutschland.

Journal of Moral Education

Four issues per year. Publisher : Taylor & Francis Group, 4 Park Square, Milton Park, Abindon, Oxfordshire OX14 4RN.

Katechetische Blätter

Bimestrale per gli operatori di diversi ministeri ecclesiali : « Religionsunterricht, Gemeindekatechese, Kirchliche Jugendarbeit », fondato nel 1876, edito attualmente dalla Deutschen Katecheten-Verein. Sede: Kösel Verlag, Flüggengasse 2, D-80639 München, Deutschland.

Katecheza

Sottotitolo: Zeitschrift für Religionsunterricht and Katechese. Trimestrale in lingua croata, diretto da Rudi Palos. Sede: Katechetski Salesianski Centar, Vlaska 36, 10000 Zagreb, Croazia.

Lađa

Trimestrale in lingua croata, nato nel 2006, diretto da Ruzica Razum, per la pedagogia e la didattica religiosa nella scuola. Sede: Ured za vjeronauk u školi, Kaprol 31, 10001 Zagreb.

Lumen Vitae

Revue trimestrielle internationale de catéchèse et de pastorale, publiée en coopération par l'Institut Lumen Vitae de Bruxelles, l'ISPC de Paris, le Centre dominicain canadien de formation universitaire e l'Université de Laval. Chaque numéro est monothématique, avec des chroniques internationales d'actualité et de livres. Directeur Henri Derroitte. www.lumenonline.net ; <http://www.limenvitae.be>;

Narthex

Bimestrale per l'insegnamento scolastico delle "diverse visioni della vita" (Olanda e Paesi anglosassoni), edito in collaborazione tra esperti cattolici e protestanti (Bert Roebben, Leo van der Tuin, Birgit Verstappen). Sede: Uitgeverij Damon BV, Luchthavenweg 8, Postcode 6021PX Budel, Nederland.

Ora di religione

Prima rivista dedicata esclusivamente all'insegnamento della religione cattolica nella Scuola dell'infanzia e primaria. Strumento di immediato utilizzo, dà una risposta alle esigenze delle insegnanti sul piano formativo, contenutistico, pedagogico e metodologico. Articoli brevi, concreti ed essenziali, graficamente agili e vivaci, preparati da specialisti e operatori che lavorano essi stessi sul campo.

http://www.elledici.org/periodici/homepage.php?LOAD_TYPE=ORARE&AREA=periodici

Pastoral Catequética

"Revista de catequese e educação". Pubblicata a Lisbona dal 2005, con 3 numeri all'anno, dal Segretariato nazionale dell' Educazione cristiana (Conferenza episcopale portoghese). Sede: Quinta de Cabeço, Porta D, 1885-076 Moscavide, Portugal. E-mail: educacao-crista@sapo.pt

Religión y escuela

La revista del profesorado de Religión desde 1983. Ofrece todos los meses un puntual seguimiento de la actualidad educativa y de todo lo que se refiere a la enseñanza de la religión católica y su profesorado. Se ocupa de las novedades pedagógicas y legislativas, de las novedades teológicas y otras referencias sobre el fenómeno religioso. Publica documentos y recursos prácticos para las clases de religión. Editorial PPC, c/Agastia 80 E-28043 Madrid. http://www.ppc-editorial.com/ver_apartado.aspx?id=3093

Religione, scuola, città

Strumento trimestrale di formazione, informazione e di discussione per gli insegnanti di religione della diocesi di Roma. Sede: Piazza S. Giovanni in Laterano, 6/a 00184 Roma.

Religionspädagogische Beiträge

Zeitschrift der Arbeitsgemeinschaft Katholische Religionspädagogik und Katechetik (AKRK): Werner

Simon, Burkard Porzelt, Universität Mainz. Adresse: Preysingstr.97, D-81667 München, Deutschland.

Religionsunterricht an höheren Schulen

Zeitschrift des Bundesverbandes der katholischen Religionslehrer und Religionslehrerinnen an Gymnasien. Sede: Patmos Verlag, Am Wehrhahn 100, 402111 Düsseldorf, Deutschland.

Religious Education

Religious Education offers an interfaith forum for exploring religious identity, formation, and education in faith communities, academic disciplines and institutions, and public life and the global community. Three forums focus on this response:

- RE in Faith Communities, focusing on religious education in local faith communities and within and by denominational/religious bodies on regional, national, and international levels.
- RE in Public Life and the Global Community, focusing on the role of religious education in the interest of the common good as well as stimulating inter-religious education and conversation.
- RE in Academic Disciplines and Institutions, focusing on the advancement of scholarship in RE through schools, universities and graduate schools of religion. www.religiouseducation.net/index.html

Scuola domenicale (La)

Rivista quadrimestrale del Servizio Istruzione ed educazione della Federazione delle Chiese evangeliche in Italia (FCEI). Dal 1894. Sede: Via Porro Lambertenghi 28, I-20159 Milano, Italia.

Sinite

Revista cuatrimestral de Pedagogía religiosa, desde 1959, editada por "Área de Ciencias de la Religión del Centro Universitario La Salle – Instituto Superior de Ciencias Catequéticas" de Madrid. Director José María Pérez Navarro. Dirección: c/La Salle 10, E-28023 Madrid. <http://www.lasalle.es/spx>

Teaching Theology and Religion

Teaching and learning in theology and religion for departments and institutions of Higher Education. Four issues per year. Blackwell Publishing, PO Box 1354, 9600 Garsington Road, Oxford OX4 2XG. customerservice@blackwellpublishing.com

Zeitschrift für Religionspädagogik

Theo-Web. Zeitschrift für Religionspädagogik ist eine Zeitschrift zur Förderung religionspädagogischer Theoriebildung. Veröffentlicht werden Beiträge zu religionspädagogischen Themen aller Art, zu allen Lernorten christlicher Religion und zur Wissenschaftstheorie der Religionspädagogik. Selbstredend können Beiträge auch die Praxis religiöser Bildung in den Blick nehmen, doch sie sollen dabei erkennbar theorie-geleitet sein. Die Hefte umfassen auch Buchbesprechungen. *Theo-Web. Zeitschrift für Religionspädagogik* ist eine Online-Zeitschrift und erscheint seit dem Jahr 2002. <http://www.theo-web.de/>

§§§

AUSTRIA / L' università organizza corsi di formazione "Imams in Europe"

AT11 - Vienna, 7 maggio 2009. L'università di Vienna ha annunciato l'istituzione di un diploma per gli imam delle comunità musulmane, a seguito di un corso di formazione fondato sui valori della società austriaca. Intitolato «Imams en Europe», il corso pilota offrirà, a partire dall'autunno 2009, dei corsi sul sistema politico e giuridico austriaco, e particolarmente su diritti fondamentali e sull'interpretazione dell'insegnamento della religione islamica nel contesto europeo. Il programma di studi, distribuito su due semestri, potrà accogliere al massimo trenta studenti. Questi dovranno aver studiato obbligatoriamente e preventivamente i fondamenti della visione teologica musulmana; solo successivamente potranno essere formati riguardo alla teologia cristiana. La formazione degli "insegnanti di religione" musulmani e le attività d'una organizzazione specifica che rappresenta i 350.000 musulmani in Austria, sono state finora criticate per le modalità di reclutamento e di selezione. Da un sondaggio compiuto a fine gennaio è emerso che il 22% degli insegnanti di religione islamica rifiuta la democrazia. Il ministro dell'Educazione Claudia Schmied aveva annunciato che per tutti gli insegnanti di religione islamica la firma di un nuovo contratto di lavoro avrebbe dovuto comportare il riconoscimento esplicito della democrazia, dei diritti dell'uomo e della Costituzione. E ancora il ministro dell'Educazione aveva radiato un insegnante di religione musulmana che aveva svolto propaganda antisemita. Di contro, l'espulsione da parte dell'organizzazione educativa musulmana di un insegnante non credente, aveva suscitato reazioni da

parte della classe politica. Paese concordatario, l'Austria impiega 394 insegnanti di religione musulmana per cinquantamila studenti di tale confessione. I corsi di religione, salvo alcune eccezioni, sono obbligatori negli istituti scolastici di ogni ordine e grado. (Fonte: *Oss.Rom.* 8.5.2009).

BELGIQUE / L'enseignement des « faits religieux » en Communauté francophone

BE – Bruxelles, 20 février 2009. Depuis les modifications des institutions en 1993, avec la fédéralisation de l'Etat, l'enseignement est de compétence des Communautés. Chaque Communauté (francophone, néerlandophone et germanophone) est responsable de son système scolaire à l'exception de l'âge obligatoire scolaire, des conditions minimales d'obtention des diplômes et des pensions, restées de la compétence du pouvoir fédéral.

■ *Public-privé* - L'enseignement privé est presque inexistant, il s'agit de quelques établissements situés principalement à Bruxelles. Tout l'enseignement est organisé ou subventionné par la Communauté. L'enseignement subventionné, est soit organisé par les pouvoirs publics (villes, communes, provinces), c'est le subventionné officiel, soit organisé par des institutions privées, c'est le subventionné libre, c'est presque entièrement l'enseignement catholique. L'enseignement subventionné jouit de la liberté pédagogique mais dans le respect des missions de l'école telles qu'elles sont précisées dans l'article 6 du décret-Mission voté par le parlement de la Communauté française et dans le respect des référentiels des compétences terminales.

■ *L'enseignement religieux dans les établissements organisés par les pouvoirs publics* - Tout élève doit obligatoirement choisir un cours de morale non confessionnelle ou un cours de religion qu'il suivra deux heures par semaine pendant les six années d'études que comprend l'enseignement secondaire. Les parents doivent communiquer par écrit leur choix à l'établissement et le renouveler au début de chaque année scolaire. Les choix peuvent, en effet, varier d'une année sur l'autre. Pour les élèves qui optent pour le cours de religion, ils ont le choix entre les cours de religion catholique, protestante, juive, musulmane et depuis peu orthodoxe. Il suffit de la demande d'un parent et le cours doit être organisé. Faut de statistiques mises à jour, nous ne possédons pas les taux de fréquentation mais actuellement le cours de religion catholique reste largement majoritaire.

Puisque le cours de religion s'inscrit dans la formation obligatoire de l'étudiant, qu'il est situé dans le cadre scolaire, il est une discipline à part entière. Il comporte les mêmes exigences que les autres cours. Il déploie une méthodologie et fait l'objet d'une évaluation. Les résultats obtenus par l'élève sont pris en compte au même titre que les autres résultats dans les délibérations des conseils de classe.

Pour les cours de religions catholique, protestante et juive, les professeurs disposent de programmes énonçant les objectifs, les finalités des cours et donnant des conseils méthodologiques. Les programmes sont actuellement en cours de révision afin de bien centrer les demandes du Décret-Mission et de fixer les compétences terminales. Pour le cours de religion musulmane, il n'y a jusqu'à présent aucun programme.

■ *Professeurs* - Ils sont proposés par les autorités religieuses et désignés par les autorités scolaires. Comme pour les autres disciplines il existe des titres requis (licence en sciences religieuses) et des titres suffisants pour être titulaire du cours de religion. De temps en temps, des hommes politiques ou des universitaires demandent la création d'un cours de philosophie au 3^e degré de l'enseignement secondaire : remplacerait-il le cours de morale et de religion ? S'ajouterait-il à ces cours ? C'est, jusqu'à présent, un souhait peu structuré et qui a de nombreux opposants, certains craignant de toucher au pacte scolaire et de déclencher une « guerre scolaire » qui empoisonna la vie politique belge pendant presque un siècle.

■ *Place de la religion dans les programmes d'Histoire* - Les compétences terminales et savoirs requis en Histoire ayant été fixés, il fallait élaborer de nouveaux programmes. Ils sont d'application depuis l'année dernière. Au 1^{er} degré, on se concentre sur l'étude du mode de vie des gens de la Préhistoire à l'époque actuelle. On n'aborde donc que les aspects concrets des religions : monuments, rites... etc. Aux 2^e et 3^e degrés, le programme propose l'étude, l'examen d'un certain nombre de moments-clés de l'Antiquité au XX^e siècle. Ces moments-clés ciblent des périodes, des phénomènes ou des thèmes. Ils constituent dans l'étude de l'histoire des sociétés humaines, autant de passages obligés qui expriment des ruptures, des mutations ou des permanences. Comment les faits religieux en seraient-ils absents ? Le fait religieux doit être étudié chaque fois qu'il modifie la société, le cours d'Histoire (par ex. 1 - La naissance du Christianisme à Rome. 2 - La Méditerranée : rencontre de trois civilisations. 3 - La séparation des Eglises chrétiennes au XVI^e siècle). Identifier en choisissant des exemples à diverses époques, les rapports entre religion et société civile. Le cours d'Histoire qui est, en Communauté francophone, aussi un cours d'éducation à la citoyenneté doit informer et former les élèves sur la diversité des croyances, des valeurs, des cultures. Les difficultés ? Le manque de formation des professeurs. L'enseignement du secondaire est généraliste et non pas spécialiste mais aujourd'hui, on ne veut plus d'une histoire lisse sans aucune interrogation, ni

confrontation et lorsque des professeurs d'histoire se trouvent en face d'élèves fondamentalistes, ils sont parfois très démunis pour argumenter.(d'après M.Colle et M.Dujacquier, in <http://www.arelc.org/spip.php?article182>).

GERMANY / ProReli vs ProEthik: ragioni e opinioni sull'esito referendario

DE52 - Un dossier di opinioni raccolte a caldo sull'esito del referendum berlinese di fine Aprile 2009.

1. Compulsory Religious Education? 'Pro Reli' and 'Pro Ethik' in Berlin

At the end of April 2009, a referendum was held in Berlin to decide on the best way to teach values to the city's schoolchildren. The debate concerned whether faith-based religious education been the case to date, by secular ethics lessons. The majority of Berliners want to leave everything unchanged. In most of Germany's federal states, religious instruction is a standard subject on the curriculum in state schools. This state of affairs is an expression of the freedom of religion that is enshrined in Article 7 of the German constitution. As such, faith-based religious education comes under the supreme control of the church, in Berlin, however, things are done somewhat differently.

Berlin: a special case - This is because religion is not a standard part of the curriculum in the city-state due to the "Bremen clause" which exempts Bremen and Berlin from the constitutional article on freedom of religion. The clause thus cements the separation of church and state which in other federal states does not apply in this special case. Berlin, however, goes one step further. In 2006, the Berlin Senate, made up of a coalition between the Social Democratic Party (SPD) and the Left party, introduced secular ethics courses, despite opposition from the churches. This subject is compulsory for all pupils from years seven to ten and aims, among other things, to integrate the large number of Moslem children. "The introduction into the standard curriculum of universal ethics lessons in Berlin was preceded by a long, controversial and at times heated debate at the political and societal level," says Andrea Härtel of the Humanist Union in Berlin. She sees ethics classes as the expression of a "negative freedom of religion": the freedom, in other words, to opt out of any kind of religious instruction. In Berlin, however, classes in religion are additionally provided for Christian, Jewish or Moslem children on a voluntary basis.

Referendum on education in religious values - Admittedly, because the contents of ethics and religious classes overlap, and because religion is often timetabled in the afternoon, many schoolchildren in Berlin simply do not bother to attend the lessons in religion. This annoys some people, such as Christian Democratic Union (CDU) party member Christoph Lehmann. A lawyer and father of four, Lehmann is disgruntled by the fact that there is no "genuine freedom of choice" in Berlin between religious education and ethics classes. He believes that religion should be raised to the status of a "compulsory optional subject", as is the case in the other federal states. In a bid to change the law in the capital, Lehmann founded an action group named Pro Reli; in time, the group was able to get not only churches but also the Berlin branches of the CDU and Free Democratic Party (FDP) on side, plus special interest groups, a whole host of celebrities, and some members of the press. In months of work, Pro Reli collected some 307,000 signatures, thereby forcing a referendum. "What began some months ago around a kitchen table", Lehmann observed at the time, "has become a movement".

Anti-church sentiment? - The strong support for this action group prompted the Berlin Senate to launch, at the height of the battle for votes, a counter-campaign named Pro Ethik, using posters and newspaper advertisements to sway public opinion in favour of state ethics lessons. Pro Ethik is supported by the Humanist Union, which stands for strict separation of church and state. The campaign was backed by social democrats, left-wingers, greens, unions and critical church members. However, Wolfgang Huber, regional bishop of the protestant church, saw in the approach followed by the Berlin Senate "traits of anti-church and anti-religious sentiment". On 26 April 2009, around 2.4 million Berliners were called upon to change school law by means of a referendum. In the brilliant sunshine, however, only 29 percent of those entitled to vote bothered to go to the polls. The fact that Federal Chancellor Angela Merkel had appealed for proper religious education in Berlin just a few days previously at a conference of CDU district chairmen did little to help - and 51.3 percent voted no.

"Berlin is no longer the capital of atheism" - A discrepancy is noticeable between East and West, almost as if German reunification had never happened. The rejection of the referendum was significantly more pronounced in the East than it was in the West: in eastern parts of the city with high rates of unemployment, like Lichtenberg for instance, as many as 78 percent voted against compulsory RE. "The church has not succeeded in convincing its own members in the districts of East Berlin", writes Claudia Keller of local daily *Berliner Tagesspiegel*. She cites Petra Zimmermann, a pastor and cathedral preacher, who claims the church failed to enter into a dialogue with clergymen in East Berlin. For spiritual leaders who grew up in the GDR, religion has no place in schools. In East German schools, it was not

religion that was compulsory, but civics, a secular subject that proclaimed the virtues of the socialist workers' and farmers' state. As far as Berlin's governing mayor Klaus Wowereit (SPD) is concerned, the failure of the referendum is equivalent to a "resounding slap in the face" for those in favour of compulsory RE. In Pro Reli's view, on the other hand, the referendum was a success. "Berlin is no longer the capital of atheism", sums up Christoph Lehmann. He claims that bridges have been built across all faiths and denominations. However this may be, one thing is clear: the teaching of values in Berlin remains a controversial issue. [Arnd Zickgraf, Translation: Chris Cave; Goethe-Institut e.V. Online-Redaktion]

2. Referendum on religious instruction divides Berlin

Polls predict a close race between supporters and opponents of the religious instruction referendum in Berlin on 26 April. What is popularly known as the "Pro-Reli referendum" favours giving pupils at state schools in the German capital a choice between religious instruction and ethics, rather than making ethics a compulsory subject and RE voluntary, as is the case now. In most of Germany RE is a compulsory subject on the state school curriculum, even though secular pupils can opt out, but in Berlin and two other states it is not. In 2006 the Berlin Senate made ethics classes mandatory and RE a voluntary subject. Since then attendance at RE has dropped as extra-curricular subjects are an extra burden on pupils. "Pro Reli", a grass-roots group in favour of putting RE on an equal footing with ethics, was founded last September and began collecting signatures for a first referendum that took place on 21 January this year. It got 266,000 votes, far more than the required 170,000 for a second vote. This time the stakes are higher and it will have to reach 610,000 in the second referendum on 26 April in order to succeed. Among "Pro Reli's" supporters are Pope Benedict XVI, the president of the German bishops' conference, Archbishop Robert Zollitsch, the Archbishop of Berlin, Cardinal Georg Sterzinsky, German Chancellor Angela Merkel, the leader of the Protestant Churches in Germany, Bishop Wolfgang Huber as well as the Turkish-Islamic Union for Religious affairs and various Jewish organisations. The main opposition comes from Berlin's governing Social Democrats, the Greens and Germany's Humanist Association. But battle lines can be blurred: Protestant pastor Stephan Frielinghaus supports ethics classes as a "space where different traditions can learn to live together" while German Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier, a Social Democrat, supports "Pro Reli". [Christa Pongratz-Lippitt, *The Tablet*, 25 April 2009, 38]

3. Les électeurs berlinois ne suivent pas les Eglises

«Echec», «défaite», «débâcle», les étiquettes ne variaient guère hier dans les médias berlinois pour analyser les résultats du référendum ProReli, visant à introduire un cours d'enseignement religieux obligatoire dans les collèges, plutôt qu'un enseignement «éthique» apparaissant, à leurs yeux, comme anti-religieux. L'initiative était soutenue par les Eglises catholique et protestantes, par l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et par le Parti libéral, mais malchance, par un beau jour ensoleillé, la participation aura été inférieure à celle du référendum d'initiative populaire précédent, organisé il y a un an pour le maintien du trafic aérien à l'aéroport de Tempelhof ! Au final, 51,3 % des votants ont voté la réforme. Du fait d'une participation très faible {29,2 %}, les artisans auraient de toute façon échoué, même si le «oui» l'avait emporté de justesse, car le texte devait être approuvé par au moins 25% des 2,4 millions d'électeurs inscrits. Or, seuls 14,2 % des inscrits ont finalement voté «oui».

Dimanche soir, on faisait donc grise mine à l'Académie catholique où se déroulait la soirée électorale de ProReli. Wolfgang Huber, évêque protestant de Berlin, président de l'EKD (Evangelische Kirche Deutschland), s'adressait à la salle en expliquant que «nos efforts n'ont pas été vains». «Qui aurait pu penser que le cours de religion devienne un tel sujet de débat à Berlin?», soulignait-il. Une analyse partagée par mgr Robert Zollitsch, président de la Conférence des évêques catholiques. «Personne n'a de raison de baisser la tête», poursuivait W.Huber. Il revient maintenant aux politiques de combler le fossé qui s'est creusé pendant la campagne. Dans certaines circonscriptions, insistait-il sous les applaudissements des participants, le «oui» à ProReli l'a emporté avec 60 %. La coupure de Berlin saute aux yeux, il est vrai, à l'analyse des résultats. L'Est a voté contre ProReli, l'Ouest majoritairement pour. Il n'empêche, les scores favorables ne passent qu'une seule fois la barre minimum des 25 % des électeurs inscrits, à Steglitz-Zehlendorf, les beaux quartiers berlinois. Dans une ville où 32 % des citoyens déclarent appartenir à une communauté religieuse, la moitié d'entre eux ne se sont donc même pas déplacés. On pavait en revanche, dimanche soir, à la soirée de ProEthik rassemblée au café Rix : «Je ne m'attendais franchement pas à un tel résultat», soulignait Carola Bluhm, présidente du groupe des députés du parti La Gauche au Sénat berlinois. C'est une triomphe. L'échec de ProReli conforte effectivement la municipalité de Klaus Wowereit qui rassemble La Gauche et le Parti social-démocrate (SPD), auxquels s'étaient joints les Verts, partisans eux aussi de ProEthik. Le modèle berlinois fait certes exception en Allemagne où le cours de religion obligatoire reste la règle dans les Länder - à l'exception de ceux de Brême et du Brandebourg. Mais il ressort légitimé de ce scrutin, alors que les Églises et

l'opposition voulaient justement le mettre en cause. Le chef de la CDU berlinoise, Frank Henkel, «*déçu*», a regretté le résultat du scrutin, «*inimaginable*» pour lui. L'échec indique cependant plutôt *une influence déclinante des Eglises qu'une crise du «religieux»*, soulignait hier le sociologue Hartmut Hausserman, de l'université Humboldt, dans la *Berliner Zeitung*: à l'Est, ceux qui ne fréquentent pas les églises n'en inscrivent pas moins leurs enfants à la crèche protestante. [Michel Verrier, *La Croix*, 28 avril 2009]

GERMANIA / La Germania discute sul velo islamico nelle scuole

DE53 - Berlino, 26 giugno 2009. «In nome della libertà di culto, il velo non può essere vietato a scuola, ma la copertura integrale del volto non è compatibile con la comunicazione aperta che regola i corsi e i processi educativi»: ad affermarlo è la **Conferenza islamica tedesca**, organismo creato nel 2006 dal Governo per migliorare l'integrazione dei musulmani in Germania e che riunisce una trentina di rappresentanti dello Stato e della comunità musulmana. La raccomandazione è il risultato di un forum svoltosi ieri a Berlino. In alcuni casi (lezioni di scienze naturali che prevedono contatto con il fuoco) potrà essere chiesto all'alunna di rinunciare al velo per motivi di sicurezza, in altri (le prove di nuoto ad esempio) sarà la stessa ragazza a decidere «sulla base della propria coscienza». La Conferenza islamica ha inoltre auspicato la creazione di **corsi di teologia islamica all'università** e di islamismo in lingua tedesca nelle scuole. L'obiettivo è di fornire «un quadro di dialogo» tra lo Stato e la comunità musulmana, nel «rispetto reciproco». **Progetti pilota** di islamismo sono stati avviati in alcuni istituti (in Germania le scuole pubbliche offrono al momento solo corsi di religione cattolica e protestante). Tuttavia va precisato che l'educazione è di competenza dei vari Länder, per i quali tali raccomandazioni non hanno valore vincolante. Recentemente, riguardo la proposta di vietare i simboli religiosi negli uffici pubblici (e quindi anche nelle scuole), sia il **Comitato centrale dei cattolici** tedeschi sia il **Consiglio della Chiesa evangelica** hanno espresso la loro contrarietà, parlando di «strada sbagliata verso il laicismo». Secondo uno studio del ministero dell'Interno, in Germania vivono fra i 3,8 e i 4,3 milioni di musulmani, il 5 per cento della popolazione complessiva. Due terzi sono di origine turca, residenti in gran parte a Berlino e nei Länder occidentali del Paese. (OR, 27.06.2009)

ESPAÑA / Opción por la Enseñanza de religión católica en el curso 2008-09

ES42 – Madrid, abril de 2009. La clase de Religión católica es la opción mayoritaria entre los alumnos del sistema educativo español, desde Educación infantil hasta Bachillerato. Tres de cada cuatro alumnos (73,6%) la elige. De un total de 4,7 millones de alumnos escolarizados, 3,5 millones reciben enseñanza de Religión católica. Un 2% menos que en el curso 2007-08.

CENTROS ESTATALES

ALUMNOS	INSCRITOS	NO INSCRITOS	TOTAL	% INSCRITOS
Educación Infantil	546.378	169.703	716.081	76,3%
Educación Primaria	1.135.076	319.205	1.454.281	78,1%
E.S.O.	430.563	497.997	928.560	46,4%
Bachillerato	67.331	147.137	214.468	31,4%
TOTAL	2.179.348	1.134.042	3.313.390	65,8%

CENTROS DE INICIATIVA SOCIAL-ENTIDAD TITULAR CANONICA

ALUMNOS	INSCRITOS	NO INSCRITOS	TOTAL	% INSCRITOS
Educación Infantil	204.880	2.115	206.995	99,0%
Educación Primaria	433.308	4.914	438.222	98,9%
E.S.O.	324.635	2.169	326.804	99,3%
Bachillerato	46.964	1.175	48.139	97,6%
TOTAL	1.009.787	10.373	1.020.160	99,0%

CENTROS DE INICIATIVA SOCIAL-ENTIDAD TITULAR CIVIL

ALUMNOS	INSCRITOS	NO INSCRITOS	TOTAL	% INSCRITOS
Educación Infantil	65.620	18.481	84.101	78,0%
Educación Primaria	160.525	38.392	198.917	80,7%
E.S.O.	79.429	46.976	126.408	62,8%
Bachillerato	27.428	19.486	46.917	58,8%
TOTAL	333.002	123.341	456.343	73,0%

TOTALES

ALUMNOS	INSCRITOS	NO INSCRITOS	TOTAL	% INSCRITOS
Educación Infantil	813.250	189.612	1.002.862	81,1%
Educación Primaria	1.721.134	361.313	2.082.447	82,6%
E.S.O.	831.348	543.033	1.374.381	60,5%
Bachillerato	140.734	164.945	305.679	46,0%
TOTAL	3.506.455	1.258.903	4.765.369	73,6%

Fuente: Conferencia Ep. Española ; *Religión y Escuela*, abril 2009

FRANCE / Le débat sur l'école le mercredi matin resurgit

FR76 – Paris, 24 juin 2009. Alertés par des projets d'écoles primaires d'inclure le mercredi matin dans le temps scolaire, des évêques s'inquiètent des retombés de cette décision sur les inscriptions au catéchisme extrascolaire. Cette année, les écoliers du primaire ont découvert les joies du week-end de deux jours. Décidée en septembre 2007 par le ministre de l'éducation, Xavier Darcos, pour «*mettre fin à une situation incohérente, source de nombreux problèmes pour tous les parents*», la suppression de l'école primaire le samedi a été favorablement accueillie par les familles, de nombreux enseignants, mais aussi les communes. Bref, par les adultes. Mais, un an plus tard, le serpent de mer des rythmes scolaires refait surface. En cause: la lourdeur des quatre jours d'enseignement. Ici ou là, des écoles se posent donc la question de repasser aux «*quatre jours et demi*», mais en incluant le mercredi matin, le pli du week-end étant pris. «*Le ministère avait tablé sur une généralisation des quatre jours et nous disait que les écoles encore ouvertes le mercredi matin allaient s'arrêter. C'est plutôt l'inverse qui se produit*», constate un responsable catholique. Le retour de l'école le mercredi matin inquiète associations sportives et culturelles, mais aussi l'Église catholique, qui rappelle que le principe d'une journée chômée a été fixé par la loi uniquement pour l'instruction religieuse. Et que, par conséquent, «*le catéchisme n'est pas une activité de loisir comme les autres*». Même s'il semble que son diocèse ne soit pas concerné, le cardinal André Vingt-Trois, archevêque de Paris et président de la Conférence épiscopale, a ainsi abordé le sujet au cours d'une de ses rencontres régulières avec le ministre de l'éducation nationale.

■ Premier argument, donc, la **loi Jules Ferry de 1882**, dont l'article 2 prévoit que les écoles primaires publiques «*vaqueront un jour par semaine, en outre du dimanche, afin de permettre aux parents de faire donner, s'ils le désirent, l'instruction religieuse*» de leur choix. Problème : elle ne fixe aucun jour précis. En pratique, cette journée a d'abord été fixée au jeudi, puis, en 1972, transférée par simple arrêté ministériel au mercredi. Une première brèche avait été posée par un décret de 1985 : désormais, l'inspecteur d'académie est autorisé a «*aménager pour chaque école pour une durée limitée l'organisation du temps scolaire (...) à la demande de la majorité des membres du conseil d'école et en accord avec la ou les collectivités intéressées*». En pratique, les premières expérimentations conduisent souvent a un transfert des cours du samedi matin vers le mercredi matin. Face à la mobilisation des évêques, le gouvernement d'Édith Cresson tente un compromis et organise, par un décret de 1991, la consultation de l'évêque du lieu pour vérifier que le projet «*ne porte pas atteinte à l'exercice de la liberté de l'instruction religieuse*». Mais le principe reste le même. «*Selon la réglementation prise pour la rentrée 2008, le conseil d'école peut proposer un passage à quatre jours et demi par semaine, rappelle la direction de l'enseignement scolaire. Il lui faut toutefois l'accord de l'inspecteur d'académie et du directeur des services départementaux de l'éducation* ».

■ C'est la **situation actuelle** de quelques départements. Ainsi, «*un projet d'inclure le mercredi dans le temps scolaire est à l'étude à l'inspection d'académie (des Hauts-de-Seine) à la demande de la FCPE*», une fédération de parents d'élèves, s'inquiète mgr Nicolas Brouwet, évêque auxiliaire de Nanterre dans un courrier adressé aux curés de son diocèse. Outre l'argument juridique, il souligne des difficultés pratiques: «*La multiplication des propositions sportives et artistiques contraindrait les enfants à devoir choisir entre le catéchisme et ces activités d'éveil ou de détente.* » Dans la Manche, cette question n'est pas à l'ordre du jour, mais mgr Stanislas Lalanne, évêque de Coutances et Avranches, est d'accord : «*On ne peut pas mettre un enfant devant des choix impossibles, il doit pouvoir faire et du sport et du catéchisme.*» Repousser ce dernier «*à la fin des cours*» ne le convainc pas davantage : «*De même qu'on ne met pas les matières importantes en fin de journée, il serait regrettable d'y reléguer la catéchèse, qui implique des temps de célébration, une disponibilité d'esprit et de coeur*». Au fond, pour lui comme pour d'autres responsables de l'Église de France, cette journée a «*une valeur symbolique, comme le dimanche*». «*Il est essentiel de garder un temps pour la question du sens*», résume-t-il

Pour autant, la Conférence épiscopale se défend de vouloir lancer «*une croisade nationale sur le sujet*». D'autant que tous les diocèses ne sont pas concernés : ainsi, a Lyon, les services de la catéchèse «*n'ont pas entendu parler*» de nouveaux projets en ce sens, et rappellent la volonté «*jusqu'à présent du département de privilégier la semaine de quatre jours* ». Idem dans les Yvelines et dans l'Essonne.

■ Quant au **Ministère de l'éducation**, qui a bien «vu dans la presse que des débats avaient lieu à ce sujet un peu partout», il affirme « n'avoir aucune idée précise du nombre de demandes, étant donné que toutes ne se transformeront pas ou n'ont pas été transformées en autorisations» et attend les remontées de ses inspecteurs d'académie. «Une école qui souhaiterait ouvrir ses portes le mercredi matin devrait mettre d'accord les enseignants, les parents et la mairie, rappelle sa porte-parole. Il est très difficile aujourd'hui de concilier toutes ces parties. » (A.-B. Hoffner et F.-X. Maigre, *La Croix*, 24 juin 2009)

FRANCE / Les entreprises en quête de formation sur les religions

FR77 - Dijon, 22 avril 2009. Le CECR (Centre d'études des cultures et des religions, dépendant de l'Université catholique de Lyon) dispense depuis trois ans des formations de quelques heures ou quelques jours, et envisage pour septembre de proposer aux entreprises un diagnostic personnalisé sur les diversités en leur sein. « Cette formule, à l'essai pour l'instant, inclut dans un premier temps un formulaire diffusé auprès des salariés pour voir les représentations qu'ils se font de la diversité religieuse et culturelle, explique **Michel Yourtes**, directeur du centre. Puis nous proposerons une formation répondant directement aux besoins de la structure. »

René Nouailhat, fondateur de l'Institut de formation pour l'étude et l'enseignement des religions (Ifer), basé à Dijon, observe depuis le début des années 2000 une augmentation de la demande de telles formations professionnelles. « Notre public est certes constitué d'enseignants que nous formons pour aborder les faits religieux à l'école, mais depuis une dizaine d'années, des entrepreneurs nous sollicitent plus régulièrement ». **Abdêlasis Merabet**, directeur et gérant associé d'une société de distribution de produits biologiques, termine ainsi cette année le master professionnel de l'Ifer. « Dans mon métier, je croise beaucoup de clients, comme des bouddhistes ou des soufis, qui consomment des produits bio dans le cadre d'une quête spirituelle, raconte ce musulman passionné de questions religieuses. Leur quête va de pair avec leur volonté de bien-être physique, et je me devais de connaître l'un pour mieux servir l'autre. » Près d'un quart des étudiants de ce master dijonnais ne sont pas des enseignants. Des entreprises demandent de plus en plus de conférences pour les salariés, et beaucoup d'associations ou d'élus suivent des sessions en rapport avec les problématiques auxquelles ils sont confrontés au quotidien. L'actuel directeur de l'Ifer, **Gérard Gobry**, insiste: « Les entreprises ne sont pas notre occupation principale, mais notre préoccupation. » De nombreux centres proposant des formations professionnelles sur ces thématiques doivent pourtant lutter contre les a priori. « Depuis cette année, nous avons mis en place des cours du soir à destination des salariés qui veulent se former sur les grandes religions, témoigne **Hendro Munstermann**, directeur du Centre théologique de Meylan, près de Grenoble. Mais on nous répond souvent que nous sommes trop partie prenante pour organiser des sessions sur le sujet. » Les personnes venues via la formation professionnelle ont pourtant salué l'objectivité des intervenants. Trop universitaires, pas assez accessibles? René Nouailhat entend ces reproches, très souvent infondés pour ce genre de formation: « Nous faisons venir des chercheurs, et non des vulgarisateurs, car les gens ont besoin d'entendre directement des spécialistes qui comprennent le domaine complexe des religions, savent l'expliquer simplement tout en reconnaissant l'incertain de ces sujets. » (d'après une chronique de Sophie Lebrun dans *La Croix*, 22 avril 2009).

GREAT BRITAIN / New research targets Catholic schools

GB46 – London, 5 April 2009. The Church has defended its schools against accusations in a survey to be published next week that they fail to improve standards and divide children along lines of class, ability and **religion**. Academics at London University's Institute of Education say they found no evidence that religious secondary schools either raised results or helped improve standards in other local schools. Their research, which covered all faith schools but laid particular emphasis on Catholic schools, suggested that giving parents a choice of school created a more socially fragmented system. Responding to the findings, Oona Stannard, chief executive and director of the Catholic Education Service, questioned the scope of the research, saying that it was limiting to look only at the impact of faith schools, and she added: "Despite this sense of incompleteness, Catholic schools are put under the spotlight to examine the impact that they have on competition and its outcomes." "Catholic schools should not be held accountable for the response of other schools to raising standards," said Ms Stannard. "Rather, Catholic schools exist primarily to give Catholics an opportunity to experience an education rooted in the beliefs and virtues of their faith, and opportunities to live these out in the school setting."

The report of the survey, entitled *Can school competition improve standards? The case of faith schools in England*, is to be presented at the Royal Economic Society annual conference, next week in Guildford. It concluded that there was "significant evidence that **religious schools were associated with higher**

levels of pupil sorting across schools, but no evidence that competition from faith schools raised area-wide pupil attainment". Catholic schools were of particular interest, said the report's authors, because they represented two-thirds of all religious secondary schools, and were a homogenous body. "It is possible that they exert a more consistent type of competitive effect on their neighbours", said the report. "However, many Catholic schools will not be a realistic choice for the majority of parents because the religiosity requirements tend to be more onerous ... than with the established Church of England." The study followed more than half a million children in state secondaries in 2005, looking at data on poverty indicators and exam results. It concluded that although faith schools got better results, this was because their pupils performed well at primary school and were from less disadvantaged backgrounds. (Victoria Hunt, *The Tablet*, 25 April 2009)

GREAT BRITAIN / "Good religious education can not be free of values"

GB47 – London, 7 June 2009. "Children should be taught Christian values", according to the new Archbishop of Westminster. Archbishop **Vincent Nichols** warned that treating students as "consumers" and neglecting their "innate spirituality" would damage society. In comments that are set to provoke secularists who have campaigned for less religion in schools, he said that faith is a crucial dimension in education. The new head of the Catholic Church in England and Wales stressed that schools play a key role in developing virtues and a sense of civic responsibility. He said that a tendency to view children in terms of their ability in exams rather than as people risks "polluting" their education. His comments follow a growing call for acts of worship to be abolished in schools and accusations that faith schools are being selective in choosing children from affluent backgrounds. In his first public address since taking office, the archbishop countered the criticisms of Catholic schools, arguing that faith schools benefit wider society and that religion must be freely expressed in schools. He responded to claims that Catholic schools had been indoctrinating their students, by stating that education can not be free of values: *Schools of a religious character are upfront, overt and very reasoned about the values that shape the education*, he said. *Whereas I think often those that would claim to be neutral are covert in the values that they present to the children. Schools are the places where such virtue is generated or where it is neglected.* Archbishop Nichols told an audience at Heythrop college, University of London, that schools need to concentrate on developing children's character rather than just focusing on results. *"Today we live in a society which tends to instrumentalise everything. In other words, everything is broken down to clear objectives and attainments and each is given its price. Once this really takes hold, then education has truly entered the market place and its entire ecological system is threatened with pollution. In effect what is happening is that the patterns of the market are flooding over all aspects of life and we are finding ourselves considered as nothing more than consumers and suppliers.*

■ The archbishop said that Catholic schools have a crucial role to play in creating a society founded on values such as honesty, justice, compassion and courage. *There are plenty of indicators in our society today that we need such civic virtues in addition to regulation*, he said. However, he argued that all schools would produce more rounded children and a healthier "human ecology" - or environment - if they were more open in allowing religion to flourish: *There can be no genuine human ecology that fails to recognise the faith and religious experience which is innate in human beings and central to many people in our schools today. An important part of the construction of a healthy human ecology is therefore that expressions of faith and the practices of religion are given their space within a school, both according to the school's own tradition and mandate and according to the variety of faith and religion which are in that school.* He has led the Catholic Church's battle to maintain the freedom of faith schools. In 2006, as chairman of the Catholic Education Service, he provoked anger among ministers when he won his campaign against quotas for faith schools, forcing Alan Johnson, then Education Secretary, to back down over proposals to require them to accept more pupils from non-faith backgrounds.

■ Terry Sanderson, President of the National Secular Society, claimed that children are not interested in religion and should be allowed to be free of it in school: *Religion already has a disproportionate amount of time and resources in British schools. The idea we need more of it flies in the face of all the facts that show it's over-represented and that children are not responding to it.*

■ A spokesman for the Department of Children Schools and Families said: *Good religious education encourages pupils to develop their sense of identity, belonging and self-worth. It enables them to flourish individually within their communities and as citizens in a diverse society and global community.* (http://www.telegraph.co.uk/education/educationnews/5437890/Children_07/06/2009).

ITALIA / L'insegnamento della religione cattolica: il quadro giuridico

IT108 – [Una sintesi essenziale del quadro normativo, che proponiamo a beneficio soprattutto dei nostri numerosi lettori non italiani, che spesso ci chiedono informazioni sul sistema che regola l'insegnamento della religione nella scuola italiana].

In base all'art. 8 della Costituzione "lo Stato e la Chiesa cattolica sono, ciascuno nel proprio ordine, indipendenti e sovrani. I loro rapporti sono regolati dai Patti Lateranensi"; negli anni Ottanta il Concordato del 1929 è stato messo in discussione per giungere a un nuovo Accordo tale da rispettare il dettato costituzionale e aggiornare i patti rispetto a un mutato contesto storico-politico. **Il principio di laicità dello Stato**, non espresso letteralmente dalla Carta Costituzionale, ma incontestabilmente riconosciuto in base all'interpretazione sistematica dell'intero impianto della Costituzione (in particolare gli artt.2,3, 8,19 e 20) deve essere in ogni caso utilizzato per contestualizzare le disposizioni normative nella realtà delle relazioni interpersonali e istituzionali, tra le quali in questo caso l'attenzione va posta con riferimento al mondo della scuola. A tale riguardo particolarmente significativa appare l'affermazione contenuta nei Programmi della Scuola primaria del 1985 (Dpr n.104, superati poi dalle successive Indicazioni Nazionali), in base alla quale "la scuola statale non ha un proprio credo da proporre né un agnosticismo da privilegiare": si tratta della nitida fotografia, densa di valori e di implicazioni, di ciò che la Costituzione pretende dagli operatori scolastici in tema di sensibilità e approfondimenti di carattere religioso nei confronti degli alunni e delle loro famiglie.

Una disciplina per la tutela di scelte di carattere personale - Il nuovo Concordato tra lo Stato Italiano e la Santa Sede ha avuto ratifica ed esecuzione con la Legge n.121/1985. Le disposizioni relative all'insegnamento della religione cattolica (Irc) sono contenute nell'art. 9, in base al quale lo Stato si impegna "ad assicurare, nel quadro delle finalità della scuola, l'Irc nelle scuole pubbliche non universitarie di ogni ordine e grado", viene "garantito a ciascuno il diritto di scegliere se avvalersi o non avvalersi di detto insegnamento" e infine l'esercizio di tale diritto non deve "dare luogo ad alcuna forma di discriminazione". Il protocollo aggiuntivo precisa che l'Irc è impartito da docenti riconosciuti idonei dalla autorità ecclesiastica e che nelle Scuole materne ed elementari tale insegnamento può essere prestato dall'insegnante della classe riconosciuto idoneo dalla competente autorità ecclesiastica e disposto a svolgerlo. Il protocollo, inoltre, affida a una successiva intesa con la Conferenza Episcopale Italiana la definizione dei restanti profili organizzativi (Intesa ratificata e resa esecutiva con Dpr n.751/1985). Con il Dpr n.202/1990 una nuova Intesa ha modificato e/o integrato alcuni aspetti della precedente. Il complesso essenziale di tali disposizioni ha trovato collocazione nel Testo Unico della Pubblica Istruzione, emanato con il D.lgs. n. 297/1994 (Parte II, Titolo VII, Capo III, artt. 309-311).

■ Negli anni più recenti sono intervenuti ulteriori novità rappresentate dalla graduale immissione in ruolo dei docenti di religione cattolica (Legge n.186/2003) e dall'emanazione degli Obiettivi specifici di apprendimento per l'Irc (Dpr nn.121,122 e 305/2004) a sostituzione dei precedenti Programmi per Scuola dell'Infanzia, Scuola Primaria e Scuola Secondaria di I grado. Per la Scuola Secondaria superiore rimangono invece vigenti i Programmi disposti con il Dpr n.339/1987, stante il rinvio della Riforma del II Ciclo in cui vengono a ricadere i nuovi Obiettivi specifici di apprendimento per l'Irc, dettati con Dpr n. 39/2006. Nel 2008, con la Cm n. 45, il Ministero ha accolto il testo elaborato dalla Conferenza episcopale italiana relativo ai Curricoli dell'Autonomia per l'insegnamento della religione cattolica nella Scuola dell'Infanzia e nelle scuole del primo Ciclo di istruzione; a essi è stato attribuito lo stesso valore sperimentale riconosciuto alle proposte del Ministero per i Curricoli di tali ordini scolastici (cfr.Dm 31 luglio 2007 e Dir. Min. n. 68/2007), in attesa dell'adozione regolamentare dei testi definitivi.

■ Nella Scuola dell'Infanzia sono previste 60 ore annuali di Irc, nella Scuola Primaria 2 ore settimanali, nella Scuola Secondaria 1 ora settimanale; contestualmente gli alunni non avvalentisi o sono esentati dalla presenza o frequentano altre attività da loro prescelte (di studio o alternative); queste ultime vanno annualmente deliberate dal Collegio dei docenti, anche su proposta delle famiglie interessate (Cm n. 302/1986), e il loro svolgimento viene assegnato dal dirigente a un docente in servizio nell'Istituto, per ciascun gruppo di alunni non avvalentisi (anche provenienti da diverse classi). In base alla Cm n. 368/1985 le Attività alternative "non possono corrispondere ad attività curricolari comuni a tutti gli alunni" perché ciò comporterebbe una discriminazione a svantaggio degli alunni che si avvalgono dell'Irc, mentre le CcMm nn. 129-131/1986 (relative ai diversi ordini di scuola) ne promuovono un indirizzo rivolto a "parti dei programmi più strettamente attinenti ai valori fondamentali della vita e della convivenza civile".

■ La scelta individuale da parte degli alunni e delle loro famiglie è libera e vale per il singolo anno scolastico (ferma restando la tacita conferma per l'anno successivo, nei casi in cui sia prevista l'iscrizione d'ufficio, in assenza di contrarie formalizzazioni entro il termine fissato per le iscrizioni ex Cm n. 4/2009). Per rendere effettivo il divieto di discriminazioni stabilito dalla norma appare conseguente che le classi in cui determinati alunni hanno scelto l'astensione da qualsiasi attività dovrebbero vedere organizzate le ore di IRC all'inizio o alla fine dell'orario, come negli altri casi di attività facoltative, in modo da non creare solo

per questi alunni interruzioni del servizio scolastico. Il Dpr n. 751/1985 impone infatti tale parità di trattamento tra l'Irc e le altre discipline, disponendo che "il diritto di scegliere se avvalersi o non avvalersi dell'insegnamento della religione cattolica... non deve determinare alcuna forma di discriminazione, neppure in relazione... alla collocazione di detto insegnamento nel quadro orario delle lezioni"; quest'ultima deve avvenire "secondo il criterio di equilibrata distribuzione delle diverse discipline nella giornata e nella settimana, nell'ambito della scuola e per ciascuna classe".

(da Andrea Avon, *La legislazione scolastica: un sistema per il servizio di istruzione. Contenuti, significati e prospettive tra riforme e sfide quotidiane*, Franco Angeli ed., Milano 2009, pp.736; estratto pp.255-327).

ITALIA / Una valutazione del nuovo stato giuridico dell'insegnante di RC

IT109 – Roma, giugno 2009. Pierluigi Consorti, associato di Diritto ecclesiastico alla Facoltà di Giurisprudenza dell'Università di Pisa, pubblica sul numero di Giugno 2009 della rivista telematica "Stato, Chiese e pluralismo confessionale" (www.statoechiese.it: ISSN 1971-8543, diretta da Giuseppe Casuscelli) un documentato e approfondito saggio di 34 pagine dal titolo "Sul nuovo stato giuridico degli insegnanti di religione cattolica, con particolare riferimento alla loro mobilità". Riproduciamo, per informazione, la conclusione dell'Autore.

[...] Al termine di questa riflessione non si può non ammettere che la materia appare ancora oggi complessa e confusa, non tanto sotto il profilo della legislazione di derivazione concordataria - che invece è molto chiara - quanto per gli interventi successivi, che sembrano raccordarsi piuttosto con una prassi fatta di spontanea subordinazione dell'autorità scolastica a quella ecclesiastica, che non al diritto positivo. Bisogna anche ammettere che una legislazione scolastica di per sé complessa e farraginoso, affastellata in complicate interazioni fra norme primarie intrecciate ad altre di livello secondario, che danno corpo a regole amministrative non sempre coerenti, non aiuta a fare chiarezza. Per parte sua, anche l'apparato ecclesiastico non sembra pienamente adeguato a supportare l'onere di una corretta interazione con quello scolastico, dimostrandosi piuttosto incline a salvaguardare spazi di indebita autonomia, talvolta persino in modo poco rispettoso della legislazione canonica universale e particolare.

Non poca amarezza sale quando si analizza la giurisprudenza, davvero caotica, ma soprattutto palesemente ignorante del dato normativo di sfondo e dei principi generali di riferimento. Sembra che i giudici costruiscano le loro decisioni sulla base dei soli precedenti giurisprudenziali, evitando anzi accuratamente ogni interazione tra le argomentazioni espresse dalla giustizia amministrativa e quella ordinaria. Tuttavia, mentre la prima sembra almeno conoscere i principi che regolano le relazioni fra l'autorità statale e quella ecclesiastica (almeno il Consiglio di Stato, dato l'altalenante andamento dei tribunali regionali), la seconda appare in preda ad una vera e propria confusione. Non piccola in questo caso la responsabilità della categoria cui appartengo, che probabilmente non è stata capace di mantenere un sufficiente grado di trasferimento del sapere ecclesiasticistico. Come notavo in premessa, la dottrina da qualche tempo ha dedicato minore attenzione a questi temi pratici, lasciati a periti non sempre in grado di assumersi l'onere di uno sguardo d'insieme.

In conclusione, si deve osservare che la legge del 2003 non ha sciolto il nodo dello stato giuridico degli insegnanti di religione cattolica. La loro posizione, effettivamente specifica nel quadro del pubblico impiego, non gode ancora delle garanzie connesse alla tutela dei lavoratori e delle lavoratrici. Continua ad essere troppo subordinata all'apparato ecclesiastico, tanto per i docenti a tempo determinato che per quelli oramai entrati in ruolo attraverso contratti a tempo indeterminato. Probabilmente si tratta di una difficoltà connessa alla peculiarità dell'insegnamento impartito, alla sua natura di *res mixta*, alla specialità della disciplina. Certo è che non sembra auspicabile attendere la necessaria riforma dell'intera materia dell'insegnamento religioso nelle scuole pubbliche per definire con chiarezza e coraggio lo stato giuridico attuale dei docenti di religione cattolica: senza dubbio alcuno dipendenti pubblici. Al momento la legge resta costituzionalmente incerta. La magistratura non sembra in grado di esprimere la necessaria chiarezza e, assecondando momenti di palese ingiustizia, accresce la portata di illegittimità delle prassi adottate *contra legem*.

ITALIA / L'Irc nell'anno 2008-09: il quadro statistico

IT110 - Continua di anno in anno il monitoraggio quantitativo della frequenza al corso di religione cattolica a cura del Servizio nazionale della CEI per l' Irc e dell'Osservatorio socio-religioso del Triveneto. Le nude cifre nulla dicono della qualità della didattica e dei risultati dell'apprendimento. Su una valutazione di questi ultimi, vedi la ricerca regionale *Apprendere la religione*, diretta da Alessandro Castegnaro, e recensita da Mariachiara Giorda in questo numero pg.31.

	TOTALE ALUNNI	AVVALENTISI	NON AVVALENTISI
SCUOLA DELL'INFANZIA	936.688	881.447 (94,1%)	55.241 (5,9%)
SCUOLA PRIMARIA	2.347.046	2.220.827 (94,6%)	126.219 (5,4%)
SCUOLA SEC. I GRADO	1.394.581	1.293.071 (92,7%)	101.510 (7,3%)
SCUOLA SEC. II GRADO	2.031.962	1.717.148 (84,5%)	314.814 (15,5%)
TOTALI	6.710.277	6.112.493 (91,1%)	597.784 (8,9%)

Insegnanti di religione nelle Scuole secondarie di I e II grado:

Laici 85,9% (di cui Donne 57,0%, Uomini 28,9%) – Religiose 1,7% - Religiosi 0,5% - Sacerdoti diocesani 11,9%.
Totale dei docenti di religione (compresi quelli della Scuola dell'Infanzia e della Scuola Primaria): oltre 25.000.

ITALIA / Sì all'insegnamento islamico nelle scuole, ma a precise condizioni

IT111 – Bologna, aprile 2009. (...) La richiesta dell'insegnamento della religione islamica all'interno dell'orario scolastico non è univoca da parte delle associazioni musulmane in Italia: ciò è dovuto alle diverse tradizioni islamiche presenti nel paese, al numero minimo di alunni richiesto, ai criteri di scelta e assunzione degli insegnanti e all'impostazione del corso. Da parte sua, la normativa scolastica già consente alle famiglie degli alunni musulmani di chiedere al Consiglio di circolo o d'istituto, tra le attività complementari, lo studio del fatto religioso (anche in base al decreto legislativo n. 286/1998, *Testo unico delle disposizioni concernenti la disciplina dell'immigrazione e norme sulla condizione dello straniero*, art. 38, che tutela la lingua e la cultura d'origine). Tuttavia, l'insegnamento eventuale nella scuola pubblica dovrà essere emendato da alcuni principi islamici in conflitto con la Costituzione e la legislazione italiana (si pensi alle questioni relative alla famiglia, al ruolo subordinato della donna e alla libertà personale). Se poi capita che nelle scuole d'infanzia parrocchiali e nelle scuole cattoliche siano accolti bambini e alunni musulmani, siamo davanti a un fatto che si carica di significato ulteriore. Le famiglie musulmane non disdegnano l'iscrizione dei loro figli a scuole cattoliche che ritengono adeguate alla formazione: spetta agli insegnanti e alle direzioni, coinvolgendo le famiglie, fare in modo che l'ispirazione di fondo, la chiarezza di obiettivi e il rispetto della diversità procedano serenamente. Il problema della scuola e dell'educazione della seconda generazione è importante soprattutto per quelle famiglie e organizzazioni islamiche che temono lo sradicamento a causa della secolarizzazione. L'eventuale creazione di scuole private è consentita dalla Costituzione (art. 33) e dal decreto legge n. 297/1994 (art.366) con precise modalità: i musulmani potrebbero con una relativa facilità aprire delle scuole private, ma forse a causa dell'inadeguatezza dei propri mezzi, soprattutto culturali, ha preferito risolvere il problema educativo attraverso le scuole coraniche e l'animazione del tempo libero. (Giuliano Zatti, *Il Regno-att.* 8, 2009, 228).

PORTUGAL / Igreja e Governo chegam a entendimento acerca de EMRC

PT10 - Lisboa, Junho de 2009. *Em reunião do 5 de Junho de 2009, a Comissão Episcopal da Educação Cristã (CEEC) mostrou o seu "repúdio e apreensão" pela recente decisão do Ministério da Educação que, numa manobra imprevista pela CEEC e "rompendo as negociações em vigor entre CEEC e o ME", vai enviar para as "Direcções Regionais de Educação um Ofício-Circular da Direcção-Geral de Inovação e de Desenvolvimento Curricular, dando cumprimento a um Despacho de Sua Excelência o Secretário de Estado da Educação, com um conjunto de orientações para a actuação dos estabelecimentos de ensino, relativas à disciplina-área disciplinar de Educação Moral e Religiosa Católica (EMRC). No dia 18 de Junho de 2009 ocorreu uma reunião entre a CEEC/SNEC e o Sr Secretário de Estado da Educação, dr. Valter Lemos. Depois de terem sido clarificados alguns aspectos referentes a uma informação oriunda da Direcção-Geral de Inovação e Desenvolvimento Curricular, as duas partes acordaram na necessidade de ser enviado um documento oficial as Direcções Regionais de Educação e através delas às escolas, bem como à Inspeccção-Geral de Educação, visando reafirmar inequivocamente que os professores de EMRC gozam dos mesmos direitos dos demais professores, nomeadamente no que se refere à distribuição do serviço docente e sobretudo à atribuição de cargos, funções, áreas curriculares não disciplinares e outras disciplinas para as quais tenham habilitação própria. Quanto ao 1º ciclo, será reafirmado o carácter curricular da disciplina de EMRC. Assim sendo, apesar de ser de frequência facultativa é de oferta obrigatória. Terá também de ocorrer em continuidade com as outras actividades curriculares e não depois das áreas de enriquecimento curricular. Os docentes de EMRC do 2º, 3º ciclos e ensino secundário poderão também leccionar as aulas de EMRC ao 1º ciclo nas escolas do mesmo agrupamento, até por aplicação do que já está previsto no despacho de organização do ano escolar.*

**Comunicado da Comissão episcopal da Educação Cristã
a propósito da disciplina de EMRC (Educação moral e religiosa católica)**

1. Foi-nos comunicado recentemente que vai ser enviado para as Direcções Regionais de Educação um Ofício-Circular da Direcção-Geral de Inovação e de Desenvolvimento Curricular (OFODGIDC/2009/DSDC), dando cumprimento a um Despacho de Sua Excelência o Secretário de Estado da Educação, com um conjunto de orientações para a actuação dos estabelecimentos de ensino, relativas à disciplina-área disciplinar de Educação Moral e Religiosa Católica (EMRC). Tomamos conhecimento deste Despacho, através do Gabinete do Senhor Secretário de Estado da Educação, com muita surpresa e apreensão. Surpresa e apreensão, pela forma como o Ministério da Educação precipitou decisões, tendo quebrado o processo de diálogo com a Comissão Episcopal da Educação Cristã. Efectivamente, de há muito se tinham iniciado contactos da Comissão Episcopal da Educação Cristã e de outros órgãos da Conferência Episcopal Portuguesa com instâncias do Governo, solicitando a resolução de um conjunto de problemas e situações que afectam o normal funcionamento da leccionação da disciplina de EMRC. Neste sentido, concretamente desde Outubro de 2006, estabeleceram-se, a pedido insistente da Comissão Episcopal da Educação Cristã, conversações com o Ministério da Educação. À promessa de continuidade do diálogo e do trabalho conjunto, tendo em vista procurar soluções para os problemas apresentados, sucederam-se, por inteira responsabilidade do Ministério da Educação, longos períodos de silêncio, seguidos de transferência de dossiers entre instâncias do mesmo Ministério, tendo como consequência o sistemático adiamento das soluções. Foi assim que, no decurso deste longo processo, fomos surpreendidos com o texto da referida comunicação do Senhor Secretário de Estado da Educação, resultante de uma decisão unilateral do Ministério da Educação. O texto refere duas questões: o Estatuto da disciplina de EMRC e o Estatuto do professor de EMRC.

2. Quanto ao **Estatuto do professor do quadro e o Estatuto do professor contratado** de EMRC, o conteúdo da informação suscita apreensão e repúdio. No que se refere aos **professores do quadro**, consideramos ilegal e discriminatória a (imitação que lhes é imposta, quando se afirma:

"..ao docente de EMRC só deverá ser atribuída outra disciplina ou outra função (para as quais possua habilitação própria) quando não estiver preenchido totalmente o semanário-horário com a disciplina de EMRC e quando não existirem outros docentes na escola com habilitação própria"; e "da atribuição de outras disciplinas/cargos ao docente de EMRC não deverá resultar a contratação de outro docente para a leccionação da disciplina de EMRC". Com a criação de lugares do quadro de EMRC nas escolas estatais, estes docentes passaram a integrar a carreira docente, com direitos e deveres iguais aos dos restantes docentes dos ensinos básico e secundário (cf. Decreto-Lei n° 407/89, de 16 de Novembro). O respeito por esta igualdade de estatuto tem sido assegurado ao longo do tempo. Exemplos disso mesmo são a atribuição aos professores de EMRC de variados cargos -segundo as competências e dedicação reconhecidas pelos seus pares - e a integração em órgãos directivos de escolas. Ambas se têm processado com inteira normalidade. O acesso dos professores de EMRC à categoria de professores titulares é uma singular afirmação do reconhecimento do seu direito de progressão na carreira, em igualdade de circunstâncias com os demais professores. Manifesta-se, por isso, para nós, inadmissível tal limitação discriminatória que impede a integração plena dos docentes de EMRC na vida, no funcionamento e nos projectos das escolas.

Em relação aos **professores contratados**, a aplicação das orientações da informação do Senhor Secretário de Estado da Educação tem como consequência a discriminação destes em relação aos demais professores contratados de outros grupos disciplinares, uma vez que o seu horário-semanário só deverá ser preenchido com as horas de leccionação de EMRC remanescentes, não comportadas no horário do professor do quadro de EMRC, a não ser em situações excepcionais. Assim, o professor contratado de EMRC não poderá, em princípio, leccionar outras áreas ou disciplinas para as quais tenha habilitação própria, nem ocupar outros cargos ou funções. Esta medida, tal como a anterior relativa aos professores do quadro, coloca tais docentes em situação de injusta desigualdade em relação aos demais, decorrendo daí prejuízos para a sua vida pessoal e carreira profissional, uma vez que lhes confere um estatuto de minoridade, impedindo-os de participarem plenamente na vida da comunidade escolar.

3. Em face do exposto, reafirmamos o **nosso total desacordo com as orientações oriundas da Secretaria de Estado da Educação relativas ao estatuto dos professores de EMRC**, pelo que solicitamos ao Ministério da Educação a sua imediata suspensão. Sentimo-nos solidários com as escolas que vêem com séria preocupação a introdução de medidas que restringem a reconhecida e necessária colaboração dos professores de EMRC na sua vida e funcionamento. Aos professores de EMRC queremos expressar o nosso reconhecimento pelo trabalho que realizam e o serviço que prestam às escolas, imprescindível na promoção da educação integral das crianças e dos jovens, e no funcionamento das escolas. Partilhamos com eles as inquietações que decorrem destas recentes decisões do Ministério da Educação.

Lisboa, 05 de Junho de 2009.

A Comissão episcopal da Educação Cristã

SVIZZERA / Giovani a scuola di dialogo interreligioso

CH45 – Bossey, 30 giugno 2009. «Come possiamo affermare le nostre identità di cristiani, di musulmani, di ebrei senza divergenze o contrapposizioni ma in relazione gli uni con gli altri?». E questo l'interrogativo sul quale si focalizzeranno le riflessioni di venticinque giovani studenti, provenienti da tutto il mondo, che parteciperanno dal 6 al 31 luglio, a Bossey (CH), a un seminario di formazione per il dialogo interreligioso, promosso dal World Council of Churches (Wcc). «Noi crediamo che i giovani - spiega Tara Tautari, la responsabile del programma per l'educazione e la formazione ecumenica dei Wcc - siano dei partner essenziali nelle attività interreligiose e che la loro formazione come leader sia una parte importante per la promozione del dialogo e della cooperazione tra i popoli». L'idea di coinvolgere i giovani è nata prendendo spunto dalle parole del segretario del Wcc, Samuel Kobia, che sottolinea come «il dialogo non deve restare nella sola sfera dei teologi, ma deve coinvolgere tutti». In questo ambito, a Bossey, si riunisce per il terzo anno il seminario che coinvolge giovani cristiani, musulmani ed ebrei, tutti allievi dell'Istituto di studi ecumenici dell'organismo, che promuove un confronto reciproco sui principali argomenti religiosi e culturali.

Il tema scelto per l'edizione 2009 è «il contributo delle religioni alla pacificazione». A suggerire l'argomento sono stati gli stessi allievi del corso passato. «I partecipanti al seminario del 2008 hanno indicato quel tema, perché legato alle difficili situazioni in cui versano numerose nazioni. In questo modo riusciamo a riunire attorno a uno stesso tavolo cristiani, musulmani ed ebrei per tentare di costruire una comunità. Non è un obiettivo facile - aggiunge - in quanto ogni corso presenta le sue specifiche caratteristiche, legate alle personalità diverse degli allievi. Tuttavia anno dopo anno, abbiamo osservato che si rafforza sempre più il successo di questa iniziativa. Personalmente — conclude — sono rimasta impressionata dalla passione e dall'impegno profusi dai giovani». Gli allievi imparano così a conoscersi gli uni con gli altri, a superare gli stereotipi, nel pieno rispetto dell'altrui religione. In particolare, all'organizzazione del seminario partecipano anche per i musulmani, l' *Inter-Knowing Foundation*, e per gli ebrei, il *Racines and Sources Foundation*.

Quotidianamente gli allievi saranno impegnati in momenti di spiritualità e di studio comprendenti meditazioni, lettura testi sacri e discussioni su specifiche questioni. Tali momenti saranno intervallati da attività ludiche sportive al fine di rafforzare lo spirito comunitario. Al termine del ciclo verrà prodotta un documento di sintesi che sarà utilizzato fra l'altro come spunto per ricerca del tema di riflessione della successiva edizione del seminario. In una dichiarazione i giovani hanno evidenziato: «In questo periodo quale ci siamo riuniti, siamo stati chiamati a essere una comunità nella diversità con tutte le sfide e le gratificazioni che ciò ha comportato. Ora torniamo a casa con l'impegno di diffondere un messaggio di speranza e di fiducia che il dialogo tra fedi è un importante strumento per la promozione della pace nel mondo». L'iniziativa rientra nel più generale «*Scholarships Programme*», che il Wcc promuove fin dal 1945. Si tratta di un programma ecumenico globale di formazione volto a sostenere le chiese e le organizzazioni a esse legate nella loro missione. Finora sono stati oltre 10,000 i giovani allievi di varie nazionalità, in particolare dei Paesi più poveri, che hanno seguito i corsi di teologia e di altre materie previsti dal programma (Alessandro Trentin, OR 4.7.09)

IN ALTRI CONTINENTI

AUSTRALIA / Christian Religious Education for schools: about the Curriculum for 2009

The CRE curriculum published by ACCESS ministries is biblically faithful, educationally sound, student focused, theologically clear and contextually appropriate. Created by practicing classroom teachers across Australia and New Zealand, Christian religious education curriculum materials are designed for use with both single and multi-aged groupings in the school setting. CRE curriculum materials (a Religion in Life® publication) published by the Council for Christian Education in Schools (Victoria) trading as ACCESS ministries are designed for use in schools. The members of the Council for Christian Education in Schools are nominated from the following churches: Anglican Church, Assemblies of God, Baptist Union, Christian Brethren Assemblies, Christian Reformed Churches, Churches of Christ, CRC International, Lutheran Church, Presbyterian Church, Salvation Army, Uniting Church, Wesleyan Methodist Church.

The ACCESS ministries website has a range of FREE extra resources for teachers which can be used to add to and enhance CRE lessons. Teachers can view Sample Lessons for each program as well as Scope and Sequence {content overviews}, ideas for classes from other teachers, Extra BLMs-Black Line Masters (photocopiable worksheets) for *Trek, Search & Quest*. Teachers can also Reference lists, Music for CRE and much more! There is also a new Kids section with games, activities and blog for children to visit out of school hours especially when they are looking for something to do during school holidays! To access these free resources: www.accessministries.org.au

AUSTRALIA / Il metodo Montessori nelle scuole cattoliche di Sydney

Sydney, 10 giugno 2009. Le scuole cattoliche di Sydney scelgono il «metodo Montessori». La metodologia didattico-educativa è stata adottata in venti scuole elementari di Sydney e sarà progressivamente estesa a tutti gli asili, scuole materne e scuole elementari cattoliche della capitale australiana. Entro il 2012 i 113 istituti per l'infanzia esistenti nell' arcidiocesi si adegueranno alla nuova didattica. È stata una scelta di campo compiuta dalla Chiesa locale che ha intravisto nel «metodo Montessori» un percorso di apprendimento che giova alla formazione e alla crescita dei bambini, compatibile con la loro formazione umana e cristiana. «È un approccio molto importante - ha spiegato Dan White, direttore delle scuole cattoliche dell'arcidiocesi di Sydney - e l'insegnamento ai bambini verrà rivoluzionato. Forse in passato lo abbiamo un po' trascurato: con questa scelta, intendiamo porre nuovamente al centro la figura del bambino, la sua autonomia, la crescita delle sue abilità intellettive, cognitive e manuali. Nel "metodo Montessori" - ha aggiunto - il bambino viene ritenuto un essere spirituale, pieno di risorse. Gli strumenti didattici utilizzati per l'apprendimento e la crescita saranno parole, azioni, giochi, canzoni e rappresentazioni visive». Anche il ruolo dei docenti cambierà, acquisendo nuovi stimoli e professionalità. Il metodo, ideato dalla pedagogista italiana Maria Montessori (1870-1952), è utilizzato in numerose scuole per l'infanzia in Italia, in Europa e in altri Paesi del mondo. (OR, 10.6. 2009)

BRASIL / FONAPER: Nossas razões para não aprovação do art. 11 do Acordo Brasil- Santa Sé (*)

1. O Ensino Religioso no Brasil **já está regulamentado pelo art. 33 da LDBEN nº. 9.394/1996, em sua nova redação dada pela Lei nº. 9.475/1997**. Neste, consta que o Ensino Religioso, “de matrícula facultativa, é parte integrante da formação básica do cidadão, constitui disciplina dos horários normais das escolas públicas do ensino fundamental, assegurado o respeito à diversidade cultural religiosa do Brasil, vedadas quaisquer formas de proselitismo”.

2. A **redação do art. 11 do Acordo Brasil-Santa Sé não está em consonância com a Lei nº. 9.475/1997**, pois busca legislar que “o ensino religioso, **católico e de outras confissões religiosas**, de matrícula facultativa, constitui disciplina dos horários normais das escolas públicas de ensino fundamental, assegurado o respeito à diversidade cultural religiosa do Brasil, em conformidade com a Constituição e as outras leis vigentes, **sem qualquer forma de discriminação**” (grifos nossos).

3. O Ensino Religioso definido pelo art. 33 da LDBEN nº. 9.394/1996 não aponta conteúdos de uma determinada denominação religiosa. Em princípio, enquanto componente curricular, deve atender a função social da escola, em consonância com a legislação do Estado Republicano Brasileiro, integrando as diferentes manifestações do fenômeno religioso. O parágrafo 1º do Art. 11 do Acordo, ao contrário, ao anunciar um Ensino Religioso “católico e de outras confissões religiosas”, limita sua abordagem **à religião cristã**.

4. Deste modo, o texto do art. 11 do Acordo abre espaços para a oferta de um Ensino Religioso na **modalidade confessional**, o que fere o art. 19 e incisos seguintes da Constituição Federal de 1988, que veda à União, aos Estados, ao Distrito Federal e aos Municípios o estabelecimento e a “subvenção a cultos religiosos ou igrejas”. Um Ensino Religioso confessional nas escolas brasileiras só poderia ocorrer sem ônus para os cofres públicos.

5. O Ensino Religioso na modalidade confessional, definido pelo art. 11 do Acordo como “católico e de outras confissões religiosas”, não contempla os dispositivos das Leis nacionais nº 10.639/2003 e 11.645/2008, que determinam a inclusão, no currículo oficial da rede de ensino, do estudo da história e cultura Afro-Brasileira e Indígena, de forma interdisciplinar.

6. O Ensino Religioso na modalidade confessional, cuja tarefa é transmitir a doutrina de uma denominação religiosa, é de responsabilidade das respectivas denominações religiosas nos seus espaços específicos de culto e estudo, e não na escola pública.

7. A elaboração do art. 11 do Acordo não atendeu a Lei Federal nº. 9.709/1998, em seus artt. 1º e 2º, que regulamentou o art. 14, incisos I, II, III, da Constituição Federal, onde prescreve que a soberania popular é exercida por sufrágio universal e pelo voto direto e secreto, com valor igual para todos, mediante Plebiscito, Referendo e Iniciativa Popular. O Plebiscito e o Referendo são consultas formuladas ao povo para deliberar sobre matéria de acentuada relevância, de natureza constitucional, legislativa ou administrativa. Neste caso, **o povo brasileiro não foi consultado acerca da relevância da assinatura do presente acordo e da alteração na forma e no conteúdo de se ministrar a disciplina de Ensino Religioso nas escolas públicas do país**.

8. Numa sociedade democrática e diversa no aspecto religioso, como a brasileira, o encaminhamento da proposta de Ensino Religioso acordada entre o Governo brasileiro e a Santa Sé **não contempla os princípios e fins da educação nacional**, ao propor a oferta de **segmentar** os conhecimentos religiosos segundo cada denominação

religiosa. A LDBEN nº. 9.394/1996 prescreve que o ensino será ministrado com base em princípios, entre os quais se encontra “a liberdade de aprender, ensinar, pesquisar e divulgar cultura, o pensamento, a arte e o saber; [...] o pluralismo de idéias e concepções pedagógicas; respeito à liberdade e apreço à tolerância” (art. 3, inciso II, III, IV).

9. O Estado brasileiro deve promover e respeitar a **diversidade cultural religiosa**, que transita no cotidiano escolar, permitindo que todos os educandos tenham acesso **ao conjunto dos conhecimentos religiosos, que integram o substrato das culturas, vedadas quaisquer formas de proselitismo**, em conformidade com a legislação nacional em vigor, assumindo o compromisso da construção de uma escola que proporcione a **inclusão de todos** (Documento Final da Conferência Nacional da Educação Básica, 2008). FONAPER, 24 de maio de 2009.

(*) Texto difundido pelo FONAPER (Fórum nacional permanente do Ensino Religioso) “*para reflexão dos que acreditam que a escola é um espaço para o respeito a diversidade em um Estado democrático e laico*”

COLOMBIA / La enseñanza religiosa en el sistema escolar colombiano: un ensayo histórico

El presente texto* describe brevemente cuáles fueron las dificultades sorteadas por la sociedad colombiana para instaurar el respeto de la diversidad religiosa en un Estado en el cual históricamente la iglesia Católica ha logrado influir en todas las instituciones sociales y políticas del país. Explicar y comprender cómo los sectores críticos de este predominio intentaron limitar su influencia en el control del Estado y propugnaron por una educación orientada a formar unos ciudadanos modernos. Ideas que intentaban poner en práctica utilizando a la escuela como uno de los escenarios más contundentes para ejercer proselitismo ideológico. Tensiones que estamparon una estela permanente en la cultura colombiana y que resurgen con fuerza inusitada en las continuas confrontaciones partidistas, dirimidas políticamente o resueltas en los campos de batalla (abstract de la Redacción).

* María Teresa Cifuentes y Helvar Figueroa, *La enseñanza religiosa en el sistema escolar colombiano: el predominio confesional*, in Ensayos críticos, 4, abril de 2009, 127-155, Bogotá. <http://www.espaciocritico.com/>

ISRAEL – PALESTINE / Bethlehem University: the experience of Christian-Muslim co-existence

During the conference on "Exploring Christian-Muslim Relations in the Middle East and the West", held by Bethlehem University, 5-7 September 2007, distinguished scholars from the Middle East, Europe, USA and the Philippines tried to present and analyze different experiences of these relations in 12 countries around the world. In addition the presenters "experienced" and witnessed co-existence in the Holy Land: through the presentations of Bethlehem University students; and by spending time on the university campus where Christians and Muslims prove to be able to live together and to collaborate for the future of the country by investing in the education of young Palestinians. This conference indicates that educational institutions play a vital role to promote co-existence and building better societies. Religious, ethnic, cultural and confessional pluralism characterizes our modern world. In consequence, our Church sees that dialogue within this human diversity is one of the signs of the times that she must interpret in the light of her faith and mission. That is why the Church acknowledges the call to dialogue as her primary vocation. At the same time, the Church is called to be a living sign of the unity of the human family in a divided world. In our present times, religions are invited to play a positive role in solving mankind's problems, instead of being a place for dispute and massacres among the children of the one human family, of the same country. The dialogue fosters the development of confidence, openness and mutual acceptance in order to overcome the contradictions that are obstacles to our peaceful co-existence. That is why we see the conference at Bethlehem University as an important step to help the Church live her vocation and play her role in promoting peaceful co-existence and positive collaboration between Christians and Muslims.

We, Christians and Muslims, we are one people and one society. We are all present in front of God. He is the Creator of the Universe and he is not the property of anyone. We belong to Him. We came from Him and we will return to Him. Those who believe in God must believe and welcome all God's children. On our way to discover God, we discover the dignity of the human being, as every human being is a unique creature of God, created "in His image and likeness", to "inherit the earth". Our co-existence takes its force from our presence in front of God. Together, in front of Him, we can search for what He wants from us for our society and the whole world. United spiritually in His name, we glorify God by our unity, and we ask Him to keep this land a land Redemption, reconciliation and peace, to praise Him for the well-being of the human family. (from *Preface of Michel Sabbah*, Latin Patriarch of Jerusalem, to book *Living together peacefully?*, published by Bethlehem University, rue des Frères, Bethlehem, Palestine. <http://www.bethlehem.edu>

Table of contents (some titles): Christian Communities in the Middle East: current Realities and Challenges in the Islamic context (*Rafiq Khoury*) – The status of Christians in a Palestinian State (*Bernard Sabella*) – Teaching Christianity to Christian and Muslim Students (*Jamal Khader*) – The presence of Islam in **France** today: challenges and opportunities for society and Christians (*Henri de la Hogue*) – Muslims in the West: the case of **Switzerland** (*Sami Al-Deeb*) – Christian-Muslim co-existence in **Israel** (*Geries Khoury*) – Being a Muslim in **Belgium** (*Els Vanderwaeren*) – The experience of co-existence in **Sweden** (*Goeran Gunner*) – Religious Education in **Jordan** (*Amer Al-Hafi*) – Our relationship as Christians and Muslims in the **United States** (*John Borelli*) – Muslim-Christian Dialogue in the **Philippines** (*Eduardo Domingo*).

MACEDONIA / La Corte Costituzionale dichiara illegittimo l'IR nella scuola primaria pubblica

In data 11 febbraio 2009 il Partito liberale democratico ha presentato ricorso alla Corte costituzionale macedone, sollevando l'incostituzionalità dell'art.26 della legge sulla scuola primaria del 2008, per contrasto con il principio di separazione dello Stato dalle Chiese. Il 14 aprile la Corte pubblica le motivazioni della propria sentenza con la quale dichiara illegittimo l'art. 26 della legge citata, in quanto viola le norme costituzionali, rilevando che:

- i cittadini della Repubblica di Macedonia hanno uguali diritti e libertà
- ad ognuno è garantita la libertà di religione
- confessioni religiose e gruppi religiosi sono separati dallo Stato e sono uguali davanti alla legge
- essi sono liberi di istituire scuole religiose ed altre istituzioni sociali e caritative
- hanno diritto di appartenere a una religione o di non appartenere ad alcuna
- non c'è religione tradizionale e non si riconosce nessun privilegio religioso.

La Corte dichiara dunque la neutralità dello Stato e ribadisce il **principio di separazione** dello Stato dalle religioni. "Consentire, con l'art.26 della legge scolastica un IR solo di una determinata fede ad un bambino incapace di scegliere è in contrasto con il principio di libertà religiosa e l'uguaglianza delle confessioni religiose. Si evidenzia che la scuola pubblica è scuola laica e che nulla si toglie all'IR per il fatto che ogni confessione religiosa può istituire una sua scuola religiosa"

"Siamo di fronte a una decisione importante per lo Stato macedone e per la sua integrazione nella Comunità Europea. Una decisione con la quale si specifica e garantisce la libertà e l'uguaglianza delle Chiese, delle confessioni religiose e dei gruppi religiosi e il carattere laico della scuola primaria. Non solo la Corte ha ben individuato il problema principale, garantendo l'uguaglianza nell'insegnamento nella scuola pubblica primaria, proteggendo l'autonomia della scelta dei bambini ma si è indirettamente pronunciata sulla legge sulla libertà religiosa, facendo propri quei principi elaborati dalla comunità internazionale che riconoscono la parità dei culti e la libertà dei fedeli di aderirvi" E' questa la conclusione cui giunge la prof. **Kristina Ivanova Petrova**, ricercatrice in Diritto ecclesiastico alla Università di Bologna, con la sua disamina della sentenza macedone pubblicata sulla rivista www.statoechiese.it, giugno 2009).

QUÉBEC / Un cours obligatoire d'éthique et de culture religieuse au Québec comme contribution à l'éducation à la citoyenneté

Le Québec a opté pour un modèle normatif d'une école commune redéfinie dans un sens pluraliste. Les orientations des nouveaux programmes d' **Ethique et culture religieuse** (ECR)* sont voulues comme une contribution à l'éducation citoyenne. Elles sont plus nettement définies qu'en France et engagent plus fermement le gouvernement, le ministère de l'Éducation et les lois scolaires. L'énoncé politique du ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports affirme clairement que le nouveau programme vise à « favoriser le vivre-ensemble » (MELS, 2005, p. 7). Pour y parvenir, le cours ECR vise trois grands objectifs : 1. la familiarisation avec l'héritage religieux du Québec inclut tant les religions chrétiennes que le judaïsme et les spiritualités amérindiennes ; 2.l'ouverture à la diversité religieuse veut permettre à l'élève de s'ouvrir à cette diversité et à son apport à la société québécoise ; 3. on veut permettre au jeune de se situer de façon réfléchie dans l'univers des convictions (MELS, p. 10).

Cette perspective éducative adoptée par le gouvernement n'avait pas soulevé de grands débats en 2005. On peut présumer que les mentalités étaient davantage préparées. La majorité de la population se montre généralement ouverte aux vertus de la compréhension, de la tolérance, du respect. Toutefois, face à la diversité religieuse concrètement affirmée dans l'espace public, surtout scolaire, on peut rapidement voir surgir des inquiétudes que la religion n'envahisse un domaine désormais séculier. Mais une **éducation à la religion** visant à favoriser le vivre-ensemble, les attitudes d'ouverture et la reconnaissance des droits fondamentaux conserverait-elle une légitimité par exemple aux yeux des étudiantes qui se verraient refuser le droit de porter le voile islamique dans cette école? La question n'est pas que théorique. Elle implique une problématique plus vaste qu'un programme scolaire, mais dans laquelle celui-ci prend place : le rapport d'une société au pluralisme et à la normativité sociale.

Plusieurs réactions hostiles aux signes religieux visibles, au Québec comme en France, nous font supposer la prégnance d'une matrice imaginaire, sans doute non reconnue comme telle, mais aisément « activée » pour redire le *nous* majoritaire. Une matrice catholique, vidée de son contenu dogmatique et dissociée d'une autorité normative extérieure, sécularisée, qui fournit la représentation d'un ensemble de valeurs «.présupposées» partagées, quoique vaguement définies. Les débats autour de la laïcité, dans les deux contextes, laissent présumer de la validité de cette hypothèse. (extrait de *La prise en compte de la diversité religieuse dans l'enseignement scolaire en France et au Québec*, publié dans « Education et francophonie » vol.36, n., printemps 2008, 97 ; cf. www.acelf.ca

* L'adoption du nouveau Programme à la rentrée 2008 a induit la production de nombreux instruments didactiques à l'appui : manuels pour l'élève, cahiers d'activités, guides pour l'enseignant. Un site spécialisé de l'Université de Laval a déjà enregistré une quarantaine de ces titres (consulté à la date du 1^{er} juillet 2009). Cf <http://www4.bibl.ulaval.ca/cdgi-bin/manscol/recherche.cgi>

USA / Negli USA il dialogo fra cristiani e musulmani parte dalle scuole

Washington, 20 maggio 2009. «Sviluppare un piano strategico sull'istruzione interreligiosa negli Stati Uniti» è lo slogan dell'incontro tra cattolici e musulmani riuniti a Washington nel *Mid-Atlantic muslim catholic dialogue*. L'incontro è stato organizzato dal circolo islamico del Nord America e da alcuni membri del comitato per gli affari ecumenici e

interreligiosi della Conferenza episcopale degli Stati Uniti (Uscsb). Obiettivo del convegno è stato quello di esplorare i principi fondamentali dell'educazione interreligiosa partendo da un documento del 1990 preparato dalla Coalizione per l'apprendimento interreligioso di Chicago come parte di uno scambio pedagogico musulmano-cattolico fra il Consiglio delle società islamiche e l'arcidiocesi di Chicago.

■ Il prof. Wilhelmus Valkenberg (Loyola University, Baltimora) ha messo a confronto esperienze europee e statunitensi in tema di istruzione religiosa nei sistema scolastico e ha delineato tre modelli operativi:

- il primo è il **modello mono-religioso**, in cui una tradizione religiosa centrale rappresenta il punto di riferimento per la descrizione di altre religioni e il cui scopo è quello di ampliare la consapevolezza, senza indebolire l'adesione alla propria fede da parte degli studenti;

- il secondo è il **modello multi-religioso**, in cui l'insegnante presenta le religioni su un piano di parità, come se si trattasse di un corso universitario di studi religiosi;

- il terzo modello è quello **interreligioso**, che considera il pluralismo religioso come occasione di arricchimento reciproco, sia in termini di contenuti sia in termini di socializzazione.

■ L'imam Ahmed Nezar Kobeisy ha offerto spunti di materia sociologica sull'attuale profilo delle scuole musulmane negli Usa: ha sottolineato la sensibilità dei genitori circa il mantenimento di un'identità musulmana nelle scuole e ha notato che quando gli educatori trovano metodi efficaci come per esempio programmi di scambio, il loro lavoro viene apprezzato dalle famiglie musulmane. Kobeisy ha affermato che **l'insegnamento delle altre religioni si svolge meglio se si è consapevoli della presenza di persone di altre fedi**.

■ Il vescovo ausiliare di Baltimora, Denis Madden, partendo dal presupposto che occorre lavorare molto per superare le incomprensioni dei metodi di insegnamento, ha spiegato come sia necessario **ridurre l'impatto violento di altre religioni sulle nostre immagini quotidiane**.

Il prossimo incontro, che si svolgerà dal 5 al 6 maggio 2010, ospitato dall'*Islamic circle of north America* (Icna), verterà sul completamento di una **Dichiarazione comune** che sarà diffusa fra educatori cattolici e musulmani. Nei prossimi mesi, intanto, l'indagine 2009 sull'istruzione religiosa sarà inviata ad altri insegnanti cattolici e musulmani e i loro responsabili analizzeranno i dati raccolti. Quattro gruppi di lavoro si stanno organizzando per elaborare un'accurata cronologia al fine di arricchire la dichiarazione con raccomandazioni pedagogiche ed elaborare un pacchetto di risorse.

(cf. <http://www.usccb.org/comm/archives/2009/09-109.shtml> , consultato il 23.05.09; cf anche OR 21.05.09).

VATICANO / Una Lettera circolare per ...fare quadrato attorno all'insegnamento religioso cattolico

VA05 - E' firmata dal card. Zenon Grocholewski e da mons. Jean-Louis Bruguès, o.p., che sono rispettivamente il prefetto e il segretario della Congregazione vaticana per l'Educazione cattolica. E' datata 5 maggio 2009 ed è stata indirizzata ai cardinali e vescovi che sono presidenti in carica delle Conferenze episcopali nel mondo. Il testo, se non andiamo errati, finora (30 giugno) non è stato diffuso a stampa, ma è scaricabile dal sito della Santa Sede (www.vatican.va/). Lo scopo e l'oggetto delle 6 fitte pagine del documento sono chiaramente enunciati nell'incipit:

La natura e il ruolo dell'insegnamento della religione nella scuola è divenuto oggetto di dibattito e in alcuni casi di nuove regolamentazioni civili, che tendono a sostituirlo con un insegnamento del fatto religioso di natura multi confessionale o di etica e cultura religiosa, anche in contrasto con le scelte e l'indirizzo educativo che i genitori e la Chiesa intendono dare alla formazione delle nuove generazioni.

Pertanto, con la presente Lettera Circolare (...), questa Congregazione ritiene necessario richiamare alcuni principi, che sono approfonditi nell'insegnamento della Chiesa, a chiarificazione e norma circa il ruolo della scuola nella formazione cattolica delle nuove generazioni; la natura e l'identità della scuola cattolica; l'insegnamento della religione nella scuola; la libertà di scelta della scuola e dell'insegnamento religioso confessionale (...).

In fatto di principi, la Lettera non lesina richiami al diritto canonico, al Vaticano II, al vasto repertorio di documenti magisteriali sulla scuola e sull'educazione religiosa. Un lungo paragrafo è dedicato espressamente all'insegnamento della religione nella scuola. L'IR costituisce "un'esigenza della concezione antropologica dell'essere umano aperto al trascendente" (n.10), è un diritto dei genitori chiedere un IR conforme alle proprie convinzioni (n.11), no a un IR sulle diverse religioni, comparativo o neutro, perché è causa di relativismo e indifferentismo (n.12), solo la Chiesa garantisce l'autenticità dei contenuti dell'IR (n.13), ne rivendica anzi l'esclusiva competenza *ratione materiae* (n.14).

BREVI

Bergamo-Gerusalemme. Un "Ponte di pace" tra le scuole di Bergamo e la Terra Santa – Si è svolta dal 30 giugno al 5 luglio la prima fase del progetto di scambio scolastico "Ponti di pace" tra Bergamo e la Terra Santa. Un dirigente dell'iniziativa ha spiegato alla stampa: "Si tratta di un'importante occasione per affrontare tematiche antiche, avvenimenti di storia del secolo trascorso, ma anche questioni contemporanee tremendamente aperte. Lo scopo è di far conoscere la realtà socio-politica di Israele e Palestina oltre gli stereotipi dei media. Portare studenti a Gerusalemme significa una prima immersione reale nel mondo dei tre monoteismi, far toccare con mano le ricadute della Shoah e riflettere sulle condizioni e le forme di una possibile convivenza tra israeliani e palestinesi".

Bruxelles. La COMECE regrette la forte abstention - Le président de [a Commission des évêques de la commission européenne (Comece), Mgr Adrianus Van Luyn, évêque de Rotterdam, a regretté le faible taux de participation aux élections. «*Les institutions européennes, les gouvernements nationaux, les partis politiques mais*

sans faute aussi tes Églises doivent se poser la question : avons-nous contribué suffisamment à l'émergence d'une conscience européenne chez nos concitoyens?» s'est-il interrogé, affirmant qu'«il n'existe pas d'alternative à une Europe unie partant d'une même voix et qui s'engage pour la justice et la paix». La Croix 10 juin 2009.

Bruxelles. Church plays down EU schools order - A top Adviser to Europe's Catholic bishops has sought to allay fears about a new European Union anti-discrimination directive, after reports suggested it could restrict faith schools and force priests to conduct gay weddings, *writes Jonathan Luxmoore*. "In its present form, this document is only advisory" said Stefan Lunte, senior adviser to the Brussels-based Commission of EU Catholic Bishops' Conferences (Comece). "Several member states have said they're against the whole directive, so we shouldn't be unduly concerned". The directive still has to be approved by the EU's Council of Ministers, Mr Lunte said, "and there's simply no chance they will pass it". He insisted the proposal was not evidence of anti-Christian sentiment, but "reflects a lack of awareness of the different Church-State relationships within the EU". On 2 April the European Parliament approved by 360 votes to 227 a series of amendments to the draft directive that was drawn up last July to complete the EU's anti-discrimination legal framework. The directive required "equal treatment between persons irrespective of religion or belief, disability, age or sexual orientation" but also recognized "national rules" governing admission to faith schools, the wearing of religious symbols and recognition of same-sex marriages. *The Sunday Telegraph* reported last weekend that national exemptions had been stripped away by MEPs in around 100 amendments, raising fears that non-believers would now have a statutory right to send their children to faith schools, and gay couples would be able to sue if refused church marriages. A spokesman for the Bishops' Conference of England and Wales said the Church would seek "expert legal advice" on the directive's implications, and would raise the matter with the Government to ensure legal safeguards for religious charities and schools were upheld. *The Tablet* 18 April 2009, 32.

London. Catholic College excels in theology - St Mary's University College is the top Catholic institution in which to study theology and religious studies, according to a newly published guide. The former teacher training college in Twickenham was ranked fourteenth out of 37, the highest in London, in *The 2010 Times Good University Guide*. Fr Michael Hayes, vice principal of St Mary's, said its standing reflected the recent commitment to academic excellence. "We have a creative staff, active in scholarship and research, which in turn feeds into our teaching," said Fr Hayes, who has spearheaded the development of St Mary's academic theology department since he became vice principal seven years ago. The annual survey criteria include research, entrance requirements and student opinion. There was also good news for the theology and religion department at the University of Durham, which recently appointed a Bede Chair of Catholic Theology and set up a Centre for Catholic Studies - it finished joint second with Oxford University, both pipped to the number one slot by Cambridge. Christopher Lamb, *The Tablet*, 13 June 2009.

Mostar. A scuola di integrazione interetnica e religiosa - Giovani croati, bosniaci, serbi studiano insieme i principi della democrazia e del dialogo interculturale. Avviene all'università di Mostar. Per tre settimane una quarantina di studenti e studentesse della locale facoltà di filosofia hanno seguito un corso intensivo del prof. Luca Galantini dell'università La Sapienza di Roma, dedicato ai temi dell'integrazione europea e dei diritti umani. Ha sponsorizzato l'iniziativa l'Associazione giornalisti della Bosnia-Erzegovina. *Romanotizie*, 15 giugno 2009

Palermo. Introdurre a scuola l'ora di legalità? - Istituire l'ora di legalità nelle scuole del nostro paese. È la proposta lanciata a Palermo da Antonello Montante, delegato di Confindustria per la legalità e vicepresidente di Confindustria Sicilia a margine delle celebrazioni per il 17° anniversario della strage di Capaci in cui morirono Giovanni Falcone, la moglie Francesca Morvillo e tre agenti della scorta. Ai giornalisti presenti nell'aula bunker del carcere dell'Ucciardone Montante dice: «Vorrei proporre al ministro Gelmini di istituire un'ora di lezione dedicata alla legalità nelle scuole d'Italia». E poi ha aggiunto: «Mi aspetto dalla politica che raccolga il testimone delle azioni concrete, dell'impegno e delle responsabilità portate avanti dalle associazioni antiracket, dalla società civile e dagli imprenditori». Il ministro dell'Istruzione dal canto suo ha detto: «Non bisogna temere di parlare di mafia, di camorra, di criminalità organizzata nelle scuole. Per combatterla bisogna conoscerla». Il ministro, che ha viaggiato sulla nave della legalità con gli studenti, ha ricordato di aver promosso la materia di *educazione alla cittadinanza* nelle scuole e ha evocato l'idea di creare un concorso sulla legalità per le scuole. *Il Sole 24ore*, 24 maggio 2009.

Paris. La communauté juive tente de mettre à profit le samedi matin - « Depuis le 6 septembre, il n'y a plus de cours les samedis dans les écoles publiques. Évitions d'en faire une journée blanche. Emmenons nos enfants à la synagogue pour faire vivre notre judaïsme en famille .» Ce message, signé par l'ancien grand rabbin de France, Joseph Sitruk, et le président du Consistoire central, Joël Merguï, a été abondamment diffusé dans la presse communautaire à la rentrée 2008. Objectif: attirer à l'office de shabbat les enfants scolarisés dans l'enseignement public et fréquentant jusque-là uniquement le Talmud-Torah (équivalent de la catéchèse). Certaines communautés ont d'ailleurs mis en place des temps d'enseignement spécifiques à leur intention. Mais la tâche est rude. « Le problème reste que, souvent, leurs parents eux-mêmes ne sont pas pratiquants», constate un responsable communautaire de la banlieue parisienne *Le Monde* 29 mai 2009..

Paris. Degree accord with Holy See opposed - Opposition socialist and Green members of the upper house of the French Parliament want France's top administrative court to repeal an accord between President Nicolas Sarkozy and the Vatican recognizing degrees from the country's Catholic higher education institutes, *writes Tom Herwig*. Secular state universities validate aH but the theology degrees awarded by France's five Catholic universities, while the Vatican recognizes their "canonical degrees" which have until now had no value in the eyes of the state. In their appeal to the Conseil d'Etat, the senators said the agreement would undermine the state monopoly on issuing degrees and let the Vatican approve secular degrees that France would have to respect under the

Bologna Accords aimed at harmonizing academic qualifications in Europe. The agreement last December seemed to apply to the universities' theology degrees but the text published last month expanded the reform to all degrees issued by them, sparking protests from teachers' unions, Protestants and secularist groups. *The Tablet* 30 May 2009.

Paris. Recours auprès du Conseil d'État par deux ligues laïques et un syndicat - La Ligue des droits de l'homme et la Ligue de l'enseignement s'opposent à la validation par le Saint-Siège de diplômes émis par les universités catholiques françaises [cf EREnews 2008/3]. Cet accord, «*inadmissible*», selon les deux ligues, «*remet en cause la laïcité de la République en privilégiant une option spirituelle et en mettant fin au monopole d'Etat pour la collation des grades dans l'enseignement.*» Le syndicat Unsa, lui aussi, a déposé un recours et appelle ses militants à dénoncer cet accord, «*négocié dans le plus grand secret, qui remet en cause la laïcité de la République* ». *La Croix* 11 juin 09.

Roma. Riconosciuti i titoli di studio rilasciati dall'Istituto teologico avventista. In data 26 maggio sono stati approvati dalla Camera dei Deputati due disegni di legge: uno riguardante l'8 per mille della Chiesa Valdese e l'altro relativo all'approvazione dei titoli accademici della Chiesa Avventista. Questo secondo ddl verte sulle modifiche dell'Intesa raggiunta nel 1988 n.516 tra Governo italiano e Unione italiana delle Chiese avventiste del 7° giorno, in attuazione dell'art. 8,3 della Costituzione italiana. L'art. 2 di quell'intesa viene sostituito dal seguente: «*Sono riconosciuti, ai sensi della normativa vigente, le lauree in teologia e i diplomi in teologia e in cultura biblica, rilasciati dall'Istituto avventista di Cultura biblica a studenti in possesso del titolo di studio di scuola secondaria superiore*». NEV 27 maggio 2009.

Roma. Iniziativa per lo studio culturale della Bibbia nella scuola - Agnese Cini T., presidente di *Biblia*, associazione laica di cultura biblica, è stata ricevuta al Ministero della pubblica istruzione il 21 maggio scorso e ha avuto la soddisfazione di vedere riconfermata l'ipotesi sia del protocollo d'intesa tra MPI e *Biblia* sia della istituzione di un comitato paritetico che ne garantisce l'applicazione concreta. A tal proposito riportiamo uno stralcio della lettera di ringraziamento della Presidente al Ministro Mariastella Gelmini: «...dal nostro incontro è emerso che il Protocollo d'intesa, tanto desiderato da *Biblia*, potrà finalmente essere applicato grazie al fattivo interessamento del Ministero di cui Lei è titolare. L'eventualità che gli studenti di oggi e di domani conoscano un poco di più la Bibbia, restandone, se non affascinati, almeno incuriositi, dipenderà, ne sono convinta, anche dal prossimo lavoro dell'erigendo comitato paritetico». Bollettino '*Biblia*', n. 2, giugno 2009.

Roma. La prima generazione incredula dell'Occidente - Roma, Liceo scientifico Giuseppe Peano, oltre 750 studenti. A maggio 2009 il giornalino dell'istituto, *Murales*, promuove un'indagine sugli interessi degli studenti. Viene distribuito un questionario, un po' sbrigativo ma interessante, cui rispondono in 543 (301 femmine, 242 maschi), circa i tre quarti del totale. Di essi, 224 sono del biennio e 319 del triennio: si va dunque dai 14 ai 19 anni di età. Due domande riguardano la religione. La prima: "Hai interesse per la religione?" La seconda: "Frequenti una comunità religiosa (parrocchia o altro)?" Alla prima domanda ha risposto di avere "molto" interesse il 9,8%, di averne "abbastanza" il 26,5%, "poco" il 33,9% e "per niente" il 29,8%. Quindi, il 64,1% degli studenti ha detto di avere poco o nessun interesse per la religione. Lieve la differenza tra maschi e femmine: 66,5% i maschi e 61,4% le femmine. Alla seconda domanda ha risposto di frequentare una parrocchia o altro, "ogni settimana" il 9,2% degli studenti; di frequentare "almeno una volta al mese" il 7,6%; "molto raramente" il 24,1%; e "mai" il 59,1%. Anche qui la differenza tra ragazzi e ragazze è poco rilevante. Si può notare che, mentre a mostrarsi interessati molto o abbastanza alla religione è il 36% dell'insieme degli studenti, a frequentare almeno una volta al mese la vita della chiesa è meno del 17%. C'è, dunque, uno scarto notevole tra l'interesse per la religione e l'interesse per la chiesa.

All'inizio dell'anno, su *La Rivista del clero italiano*, l'assistente della Fuci (federazione degli universitari cattolici), Armando Matteo ha scritto che quella tra i 18 e i 24 anni è la prima "generazione incredula dell'Occidente". L'indagine del Peano sembra confermare questa realtà e forse indicare una tendenza alla sua radicalizzazione. Si potrebbe ancora notare che al Peano l'opzione per l'insegnamento della religione cattolica è abbastanza alta: intorno al 75%. Come a indicare che le famiglie sentono un'esigenza di offrire ai figli un certo orientamento. Anche se, di fatto, nelle classi l'interesse per le tematiche non diciamo religiose ma "spirituali" è piuttosto contenuto. Del resto, Armando Matteo, in un suo successivo articolo, sempre su *La Rivista del clero*, nell'interrogarsi sul che fare non nomina affatto "l'ora di religione". Forse giustamente. (Giampiero Forcesi, *Adista*, 6 giugno 2009).

San Pietroburgo. In Russia troppi ortodossi solo per tradizione. Cirillo sulla crisi della pratica religiosa - «La Russia deve fare ancora molta strada prima che i laici formalmente ortodossi diventino dei credenti impegnati. E la Chiesa deve aiutarli», ha detto il Patriarca di Mosca, Cirillo, che a fine maggio, al termine della sua visita nella diocesi di San Pietroburgo, ha incontrato più di ottomila giovani fra studenti di varie università e scuole superiori e membri di associazioni. Il raduno, svoltosi nel Palazzo del ghiaccio di San Pietroburgo, è stata l'occasione per un vero confronto con i ragazzi. «Spesso - ha affermato Cirillo rispondendo a uno dei quesiti - le persone si ritengono ortodosse in virtù delle loro origini culturali». Ma questo è solo l'inizio. Poi è necessario «sviluppare tale identità e avvicinarsi maggiormente alla Chiesa. Dobbiamo essere consapevoli che **l'ortodossia è il fattore fondamentale della nostra identità culturale**». «Il popolo russo non si può definire religioso perché gli ideali del Vangelo non sono la principale motivazione dell'agire della società», ha spiegato. «E' questa la nostra sfida — ha concluso il Patriarca di Mosca — e faremo affidamento sulla società civile per affrontarla. E' importante coinvolgere i giovani e le comunità studentesche poiché noi ci rivoliamo al futuro del nostro Paese ». *OR*, 4 giugno 2009.

■ *Don Bissoli, che posto può avere oggi la Bibbia a scuola, soprattutto nell'Irc?* Un insegnamento culturale della religione cristiana non può avere come documento-base se non la Bibbia. È affermato nettamente nei programmi di Irc del 1985 ed ora in quelli nuovi della riforma. Tra i 123 obiettivi specifici di apprendimento, più di un terzo rimandano alla Bibbia direttamente e indirettamente ossia in funzione dei contenuti da conoscere. È un grosso contributo per liberare il dato cristiano (Dio, Cristo, Chiesa, uomo, morale, vita ultima) da quella colossale superficialità, ignoranza e deformazione che lo circondano e soffocano; per dare alla giusta esigenza razionale del credente e non credente la documentazione di riferimento (il cristianesimo è anche una religione documentata). Inoltre è un aiuto per cogliere dalla Bibbia non solo delle informazioni su Dio, ma come si dice Dio, ossia la ricchezza di una simbolica che gli appartiene; ancora più in profondità Giova scoprire un umanesimo come quello biblico che si staglia in misura originale e suggestiva nel confronto tra diversi umanesimi e culture. Infine è uno stimolo per imparare a conoscere e rispettare l'ebraismo contro ogni forma antisemita e per disporre di una precisa carta di identità nel dialogo interreligioso. Va da sé che l'alunno credente può ricevere nell'Irc un appoggio forte anche per il suo cammino di fede, talora così magro biblicamente nella catechesi della parrocchia.

Cesare Bissoli, docente di Catechesi biblica, dall'intervista a: www.chiesacattolica.it/diocesi/vicenza

■ Rinunciare a qualsiasi forma di istruzione religiosa è una scelta rispettabilissima che però priva la famiglia di un supporto non indifferente. Molti sono i padri e le madri forti abbastanza per farcela da soli a insegnare ai figli cos'è bene e cos'è male, ma molti sono anche quelli che, invece, non ce la fanno. (...) Se famiglia, scuola e istituzioni varie si rivelano oggi così deboli, così inascoltate e incapaci di educare è anche perché per prime sembrano aver smarrito nel tempo le ragioni forti del loro essere. I maestri, insomma, i tanto invocati maestri grandemente scarseggiano perché non credono più al loro magistero.

Isabella Bossi Fedrigotti, giornalista, *Corriere della sera*, 30 aprile 2009,

■ Il 57% degli Europei non è andato a votare, manifestando in modo inequivocabile che i popoli europei non apprezzano questa Europa, non si riconoscono in essa, e non considerano importanti le sue istituzioni. Lo sapevamo già, ma questi dati ci danno una conferma eclatante del netto rifiuto popolare di questa Europa. L'Europa come idea, come progetto, come sogno, declina, si affloscia e si eclissa. Uno studio recente del Pew Research Center dice che alla domanda se la religione abbia rilevanza nella propria vita risponde sì il 33% degli Inglesi, il 27% degli Italiani e addirittura l'11% dei Francesi. La crisi dell'idea d'Europa si radica nella crisi della sua fede cristiana? Io penso di sì. E penso che il progetto europeo troverà la forza di un nuovo slancio politico quando la cultura ebraico-cristiana occidentale avrà trovato nuove forme e linguaggi in cui esprimersi. Non si tratta, sia ben chiaro, di rivendicare le vecchie radici cristiane, ma di dare vita a nuovi frutti da questo albero rinsecchito e smorto. Non si tratta di imporre simboli o di alzare altre bandiere crociate, ma di comprendere le cause di una crisi culturale e spirituale che ha origini lontane, che coinvolge tutti i secoli del conflitto tra Chiesa cattolica e modernità, e che ci apre proprio adesso a immensi processi di revisione e di conversione, a inedite sintesi creative.

Marco Guzzi, poeta e scrittore, in *Adista* n.72, 27 giugno 2009.

■ *Jesus - Negli ultimi anni è riemerso in Europa il tema della laicità e del rapporto tra Chiesa e Stato, come nel campo della formazione e della scuola. Come pensa debba configurarsi questa relazione, anche tenuto conto della trasformazione dell'Europa in un continente plurireligioso?*

Huber - Rispettare il prossimo nella sua religiosità, con la sua cultura, nella sua diversità, è possibile solo quando io stesso appartengo in maniera salda a una cultura e a una religione. Chi non possiede un solido fondamento, considera velocemente il vicino come una minaccia. L'Europa ha perciò bisogno di un sistema formativo che offra contemporaneamente due aiuti: a trovare la propria identità e a garantire la capacità di relazione. Per questo è indispensabile che la formazione religiosa ed etica abbiano una collocazione precisa nelle scuole europee, anche se non in tutti i Paesi vi sono i medesimi presupposti.

Wolfgang Huber, vescovo e presidente della Chiesa Evangelica tedesca, in una intervista rilasciata al mensile cattolico *Jesus*, luglio 2009.

■ Nell'attuale situazione scolastica l'insegnamento della religione - che un tempo contribuiva alla realizzazione del compito catechetico - non può più assicurare questa introduzione, anche nel caso in cui venga accompagnato da un'intensa pastorale scolastica"

Walter Kasper, cardinale, al congresso sulla catechesi in Europa (Roma 4-7/05/2009): www.ccee.ch/

■ Vorrei che l'accanimento che si mostra per mantenere il crocefisso nelle aule scolastiche si trasformasse in interesse perché la Bibbia possa avere un suo posto nella formazione culturale degli studenti italiani.

Domenico Maselli, presidente della FCEI, *Bibbia*, giugno 2008, p. 9.

■ *Educación para la Ciudadanía*, lejos de ser una amenaza al derecho originario de los padres a la educación moral y religiosa de los hijos, puede suponer una oportuna ayuda. Los padres sentimos una necesidad acuciante: que la sociedad y, en particular, el sistema educativo contribuyan a la educación de nuestros hijos, precisamente en la propuesta de valores. Esto debe hacerse desde la escuela y también desde los medios de comunicación, las redes sociales y las instituciones públicas, entre otros. Los católicos, también otros sectores de la sociedad, estimamos y valoramos la contribución de la Iglesia con sus comunidades e instituciones a la tarea de educar a nuestros niños y jóvenes. Pero entendemos que los obispos no pueden negar al sistema educativo y al Estado el derecho a desempeñar un papel activo a través de una educación ético-cívica, como EpC.

Movimiento de Cristianos socialista en el PSOE, *Religión y Cultura*, n.248, enero-marzo 2009, p.44

■ Nella nostra visione - nella visione che ispira la Costituzione della Repubblica italiana - riconosciamo pienamente che hanno una dimensione pubblica e un valore pubblico il fatto religioso, la presenza religiosa. Senza pericolose confusioni tra politica e religione, nella piena autonomia dell'una e dell'altra sfera, abbiamo bisogno di questo approccio. Vedo qui l'importanza del vostro incontro che sono sicuro darà dei risultati consoni alle attese di tutti.

Giorgio Napolitano, presidente della Repubblica Italiana, in occasione dell'incontro dei Leader mondiali delle Religioni, Roma 16 giugno 2009 . www.quirinale.it

■ [...] Il quinto argomento del quale dobbiamo occuparci tutti insieme è la **libertà religiosa**. L'Islam ha una orgogliosa tradizione di tolleranza. La vediamo nella storia dell'Andalusia e di Cordoba durante l'Inquisizione. Da bambino ho visto coi miei occhi in Indonesia che i cristiani erano liberi di professare la loro fede in un paese a stragrande maggioranza musulmana. Questo è lo spirito di cui abbiamo bisogno oggi. I popoli di ogni paese dovrebbero essere liberi di scegliere e praticare la loro fede unicamente sulla base della predisposizione della loro mente, del loro cuore e della loro anima. Questa tolleranza è essenziale perché la religione possa prosperare, ma essa viene minacciata in molteplici modi. Tra alcuni musulmani c'è un'inquietante tendenza a misurare la propria fede in base al rigetto delle altre. La ricchezza della diversità religiosa deve invece essere sostenuta - si tratti dei maroniti in Libano o dei copti in Egitto. Così come devono essere ricomposte le linee di frattura tra gli stessi musulmani, considerato che le divisioni tra sunniti e sciiti hanno portato a tragica violenza, specialmente in Iraq. La libertà di religione è centrale per la capacità dei popoli di convivere. Bisogna perciò sempre esaminare le modalità con le quali la proteggiamo. Per esempio, negli Stati Uniti le leggi che regolano gli enti caritatevoli hanno reso più difficile per i musulmani ottemperare ai loro obblighi religiosi. Per questo motivo mi sono impegnato a lavorare con i musulmani americani per garantire che possano adempiere allo *zakat*. Analogamente, è importante che i paesi occidentali evitino di impedire ai cittadini musulmani di praticare la religione come loro ritengono più opportuno - per esempio legiferando su quali indumenti una donna musulmana debba indossare. Noi non possiamo contrabbandare l'ostilità nei confronti di una religione dietro una pretesa di liberalismo. Al contrario, la fede dovrebbe avvicinarci. Ecco perché stiamo mettendo a punto dei progetti di servizio in America che vedano coinvolti insieme cristiani, musulmani ed ebrei. Ecco perché accogliamo positivamente gli sforzi come il dialogo interreligioso del re Abdullah dell'Arabia Saudita e la leadership turca nell'*Alliance of Civilizations*. In tutto il mondo, si può trasformare il dialogo in un servizio interreligioso, così che i ponti tra i popoli conducano ad agire - che sia combattere la malaria in Africa o portare aiuto dopo un disastro naturale.

Barak Obama, presidente USA, dal Discorso tenuto all'Università del Cairo il 4 giugno 2009.

■ Quanto poi all'insegnamento della religione cattolica nelle scuole italiane, esso viene ad essere liberamente scelto da parte dei discenti; e può essere contingentemente e politicamente corretto lasciare tale libertà di scelta. Ma anche sotto il profilo storico esso risponde a una constatazione precisa, non eliminabile dal contesto della formazione storica delle coscienze europee. Il cattolicesimo rientra nella nostra cultura quale elemento di sfondo imprescindibile e ben poche materie di insegnamento possono essere presentate nella loro storica formazione prescindendo dal cattolicesimo: persine prescindendo da alcuni che si possono riconoscere quali errori di comportamento da parte di uomini della cattolicità (confondere questi errori con il cattolicesimo è soltanto questione di ignoranza, e soprattutto di mala fede). Ragioni intrinseche e motivazioni storiche stanno dunque a confermare piuttosto che a indebolire la legittimità dell'insegnamento della religione cattolica nelle scuole pubbliche.

Maria Adelaide Raschini, ordinaria di filosofia, in *Rivista Rosminiana*, gennaio-marzo 2009, p. 13.

■ La Bibbia è fatta di Antico e Nuovo Testamento. Credo che dopo duemila anni in cui abbiamo interpretato l'Antico Testamento alla luce del Nuovo, forse è venuto il tempo in cui dobbiamo interpretare il Nuovo alla luce dell'Antico. Il rapporto tra Antico e Nuovo Testamento, cioè il nostro rapporto con la Bibbia è stato, a mio giudizio, condizionato dal divorzio tra Chiesa e Israele. Questo rapporto tra l'Antico e il Nuovo Testamento non lo abbiamo elaborato in una situazione di rapporto positivo con Israele (non dico di identificazione perché siamo cristiani e non ebrei). Un compito per la cristianità, un compito ecumenico, è appunto quello di ripensare questo rapporto tra i due Testamenti alla luce di un rapporto ricuperato, restituito ad una positività che nel Nuovo Testamento esiste (Romani, capitoli 9-11) tra Chiesa e Israele, alla luce del superamento del divorzio tra Chiesa e Israele.

Paolo Ricca, pastore e teologo valdese, il 19 aprile 2009 a www.ecumenici.wordpress.com/.

■ Le scuole cattoliche inglesi, rispetto alle altre, accolgono in media più bambini provenienti da comunità etniche diverse e da famiglie anche svantaggiate. Le scuole cattoliche in Inghilterra e Galles, con i loro ottocentomila studenti, hanno raggiunto traguardi molto importanti nell'educazione dei ragazzi dando un notevole contributo per la coesione della comunità e della cittadinanza. Molte scuole cattoliche sono all'avanguardia nel campo dell'istruzione, della promozione e della coesione sociale, pertanto abbiamo e dobbiamo imparare molto da queste scuole

Il **Segretario di Stato inglese** per la Scuola, in un intervento al Parlamento inglese il 27 giugno.

BIBLIOTECA

Comité des Ministres, ***Dimension des religions et des convictions non religieuses dans l'éducation interculturelle. Recommandation CM / Rec(2008)12 et exposé des motifs***, Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg 2009, pp. 28. € 10.00. ISBN 978-92-871-6595-4. publishing@coe.int; <http://book.coe.int/>

Cette recommandation définit la perspective dans laquelle les religions et les convictions non religieuses doivent être prises en compte dans le cadre de l'éducation interculturelle, tout en fixant un certain nombre de principes, d'objectifs et de méthodes d'enseignement et d'apprentissage. Elle a été adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 10 décembre 2008, faisant aboutir le projet réalisé par le Comité directeur de l'éducation sur le nouveau défi interculturel de l'éducation: diversité religieuse et dialogue en Europe (2002-2005). Cette recommandation peut servir de référence aux décideurs, concepteurs de programmes, formateurs et enseignants dans leur travail quotidien de développement des compétences pour le dialogue interculturel et pour écartier les obstacles qui entravent le traitement approprié de la diversité des religions et des convictions non religieuses dans l'environnement scolaire. Edition en français et en anglais. (voir p.2ss de ce numéro).

Pille Valk, Gerdien Bertram-Troost, Markus Friederici, Céline Béraud (Hrsg.), ***Teenagers' Perspectives on the Role of Religion in their Lives, Schools and Societies. A European Quantitative Study***. "Religious Diversity and Education in Europe", Bd 7, Waxmann Verlag GmbH, Berlin-Münster 2009, 448 Seiten. € 34,90. ISBN 978-3-8309-2118-9. <http://waxmann.com/index2.html?kat/2118.html>

Religion is on the European agenda again. The secularisation paradigm has lost its explanatory power and the newly coined term 'post-secularism' is used to describe the realization that in the current social transformation, religion cannot be ignored any longer. The quantitative study presented in this book is part of the research effort by the REDCo project. REDCo is the abbreviation for "Religion in Education. A contribution to Dialogue or a Factor of Conflict in Transforming Societies of European Countries." [cf *ERENews* 2009/1, 4-6]. The project brought together nine research teams from eight European countries: England, Estonia, France, Germany, The Netherlands, Norway, Russia and Spain. The research involved interdisciplinary cooperation between specialists in the different academic fields of education, religious education, sociology, political science, anthropology, psychology, theology and religious studies. The book offers valuable interpretations and inspirations on the question how the students in the 14 - 16 year age group in Europe see the (ir)relevance of religions for dialogue and conflict in their daily lives, in the school environment, and in society as a whole. The young respondents of the quantitative study are clearly aware that the diversity of religious and non-religious worldviews is the reality of the European contexts they have to manage within. Most of them are convinced that religion must be addressed in schools, as it is too important as factor in social life, and for the coexistence of people from different cultural and religious backgrounds throughout Europe, to be ignored.

Intereuropean Commission on Church and School (ICCS), ***Education for Religion and Democracy of Intercultural Dialogue***, CD ROM by James Barnett and Peter Schreiner about Klingenthal Colloquy 14-17 October 2008. It includes the papers and contributions of international Colloquy with a rich collection of documents, texts and links. CD can be ordered through the Comenius-Institut (Universität Münster) for the price of 5 euro incl. postage. E-mail: boekestein@comenius.de.

Osservatorio Socio-Religioso Triveneto, **Apprendere la religione. L'alfabetizzazione religiosa degli studenti che si avvalgono dell'insegnamento della religione cattolica**, a cura di Alessandro Castegnaro EDB, Bologna 2009, pp.257, € 21,60. ISBN 978-88-10-60610-0.

La ricerca condotta da Castegnaro, docente presso la Facoltà di scienze statistiche dell'Università di Padova e presidente dell'Osservatorio Socio-Religioso del Triveneto, si basa su circa 5300 questionari composti da 53 domande, presentati agli studenti che frequentano l'ora di religione, delle classi terze della scuola secondaria di primo grado e delle classi quinte della secondaria di secondo grado (vale a dire rispettivamente terza media e quinta superiore) di 84 istituti del Veneto. Le analisi sia quantitative sia qualitative sono accompagnate da riflessioni di più ampio respiro, che contribuiscono alla complessità della ricerca. All'interno di un volume ricchissimo di dati, interessa rilevare alcuni aspetti: anzitutto l'incidenza del fattore della partecipazione alla messa sul raggiungimento degli obiettivi didattici dell'Irc, piuttosto che dell'appartenenza ad associazioni o la frequentazione di gruppi di educazione cattolica o del catechismo [p.53]. Oltre a ciò, si legge che chi non proviene da una famiglia cattolica ha dei risultati tendenzialmente meno positivi; tuttavia, come precisa l'autore alla fine del capitolo quattro, vi sono fattori che influenzano il livello di preparazione dei ragazzi che non è possibile tenere totalmente sotto controllo, per la mancanza di variabili significative o per l'effetto concatenato di più variabili insieme.

Molto interessante è anche la riflessione sul livellamento operato dall'Irc nel senso dell'incrementazione dei livelli di conoscenza dei gruppi minori che non hanno altre grandi occasioni di conoscere la religione cattolica: l'insegnamento riduce le differenze nei livelli di alfabetizzazione ed è quindi in grado di trasmettere i contenuti del suo programma in modo più efficace degli altri strumenti religiosi; lo studio di questo aspetto, pur analitico, non esaurisce però la necessità di rilevare nei dettagli tale funzione "livellatrice" dell'Irc. I dati della ricerca sono dunque utili per valutare le conoscenze religiose dei giovani e per "farsi un'idea" sull'offerta formativa dell'Irc in Italia; il fatto che le conoscenze rilevate tra gli studenti non sono sempre attribuibili esclusivamente all'Irc, ma sono anche conoscenze legate ad un *background* culturale e religioso, il fatto che, al contempo, l'Irc abbia una funzione livellatrice, sono tutti aspetti che costituiscono un'ambiguità di fondo, mai risolta nel volume. Se le conoscenze dei giovani che frequentano l'Irc sono attribuibili all'insegnamento stesso, se l'Irc sia efficace o no, se sia fonte di apprendimento originale, sono domande di difficile risposta, che restano in sospeso e che ci auguriamo possano diventare oggetto di prossime ricerche [p. 218]. Un'indagine tra la percentuale dei non frequentanti, e quindi quel 15-20% della popolazione studentesca, potrebbe fornire un confronto utile sul piano dei metodi e dei contenuti. Potrebbe essere, in effetti, un ottimo punto di partenza per riflettere sull'incidenza della religione e del religioso in questa società variamente definita come post-secolare, post-cristiana, multireligiosa. (Mariachiara Giorda)

Dalle riviste

Geir Afdal, *Religious education as a research discipline: an activity theoretical perspective*, "British Journal of Religious Education" 30 (2008) 3, 199-210. www.retoday.org.uk

Matteo Gattaponi, *Osservazioni a margine dell'Irc: la valutabilità dell'insegnamento di "attività alternativa" al vaglio dei giudici amministrativi*, "Stato, Chiese e Pluralismo confessionale" (rivista telematica), giugno 2009: www.statoechiese.it

Gustavo Gozzi, *In difesa del relativismo*, "Il Mulino" 2/2009, 183-198. Come ripensare il ruolo delle religioni nello spazio pubblico (politico, giuridico, educativo-scolastico...) di una società divenuta post-secolare come quella europea. www.rivistailmulino.it

Brian Hill, *Values Education and Religious Education: rivalry or synergy?*, "Journal of Religious Education" 56 (2008) 3, 2-9.

Siebren Miedema – Bert Roebben, *The two contested concepts of Culture and Tradition in religious education*, "Religious Education" 103 (2008) 4, 480-492.

Didier Pollefeyt, *Difference Matters. A Hermeneutic-Communicative Concept of Didactics of Religion in a European multi-religious context*, "Journal of Religious Education" 56 (2008)1, 9-17.

Herminio de la Red Vega, *Educación para la Ciudadanía: contexto y texto*, "Religión y Cultura", n.248, enero-marzo 2009, 5-32. Textos legales básicos – Profesionalidad de los docentes – Fallo del Tribunal Supremo – Misión y tarea de los padres – El Texto integral de la asignatura EpC para Primaria y Secundaria. religionycultura@gmail.com

Lorenzo Luatti (ed.), *Pluralismo religioso in una società in trasformazione*, monografia della rivista "Educazione interculturale", vol. 7, n.2, maggio 2009, pp. 149-285, con contributi di Andrea Canevaro, Nicola Colaiani, Francesco Margiotta Broglio, Enzo Pace, Brunetto Salvarani, Flavio Pajer, Alberto Pesci.

EVENTI • APPUNTAMENTI

- MONTEVIDEO, Uruguay, 5-8 de agosto de 2009: IX Coloquio anual del Consorcio Latinoamericano de Libertad Religiosa. Tema: **Religión en la Educación Pública**. Info: casiain@adinet.com.uy
- AUGSBURG, Deutschland, 13.-17. September 2009: XVI. Religionspädagogisches Deutsch-Italienisches Treffen. Thema: **Evaluationsperspektiven auf (guten) Religionsunterricht**. (only by invitation)
- MESSINA, Sicilia, 14-17 Settembre 2009: IX Conferenza annuale della European Association for the Study of Religions. Tema: **La Religione nella storia della cultura europea**. Info: <http://easr.eu/>
- DIJON, France, 15-16 Octobre: Symposium national de l'Enseignement catholique "**1989-2009: le fait religieux dans l'enseignement, quels nouveaux enjeux éducatifs au service de la personne ?**" (sur invitation).
- PARIS, France, 2009-2010. L'**Institut européen en sciences des religions (IESR)** et la section des Sciences Religieuses de l' Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE) proposent des cycles de conférences ouvert à tout public. Les religions y sont abordées par leur dimensions historique, sociologique, juridique et philosophique, dans une perspective pluraliste et laïque. **Formation IESR : Cours du soir en sciences religieuses 2009-2010**. <http://www.iesr.ephe.sorbonne.fr/index5939.html>
- ROM, Italien, 7.-11. April 2010, XIV. Europäisches Forum zum Religionsunterricht. Thema: **Bildung und Erziehung zu einer „Kultur des Liebe“**.

...

EREnews

Attualità documenti opinioni sullo studio delle religioni e delle scienze religiose in Europa

Via Aurelia 476, I-00165 Roma, Italia – E-mail: fpajer@lasalle.org – fax (39)066621301

EREnews è un notiziario elettronico plurilingue, a periodicità trimestrale, inviato unicamente via e-mail a semplice richiesta personale. E' diffuso in permanenza e archiviato anche da una decina di websites specializzati. Notizie, documenti e opinioni sono accreditati dalla fonte segnalata. La Redazione non risponde di eventuali inesattezze presenti alla fonte. Anche i destinatari di EREnews possono segnalare notizie e documenti relativi alla Religious Education dei propri Paesi, purché corredati della rispettiva fonte. Il materiale pubblicato viene riprodotto possibilmente nella sua lingua d'origine. E' consentita la stampa - integrale o parziale - del Notiziario solo per uso personale o privato. L'iscrizione alla mailing list, come la eventuale cancellazione, sono libere e possono effettuarsi in qualsiasi momento dell'anno, scrivendo una mail alla Redazione.

Periodicità: marzo, giugno, settembre, dicembre

Questo numero 2009/2, 32 pagine pdf, è chiuso e inviato agli iscritti il 10 luglio 2009